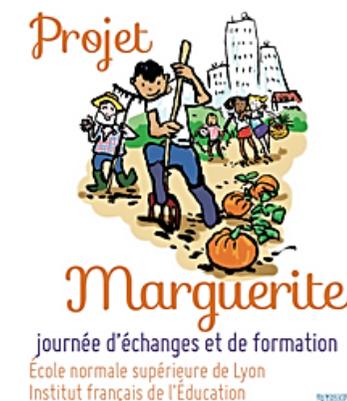


Alimentation, circuits courts et précarité

Quelques retours d'expériences d'initiatives de solidarités alimentaires en France



Julien Noel : julien.noel.geo@gmail.com

Docteur en Géographie (Univ. Nantes) ; Chercheur associé à ESO-Nantes
Chercheur étranger associé au LEDR, Gembloux ABT / Univ. Liège



Une problématique de recherche-action : vers une alimentation locale de qualité plus accessible...

Distribuer l'aide alimentaire

- Accessibilité à une alimentation saine et sûre
- Dynamique d'intégration sociale

Démocratiser les circuits courts

- Surreprésentation de population aisée
- Accessibilité au-delà de la précarité économique

Comment les initiatives de solidarités alimentaires permettent-elles un accès à l'alimentation de qualité pour tous/toutes sur les territoires ?

Plan de présentation

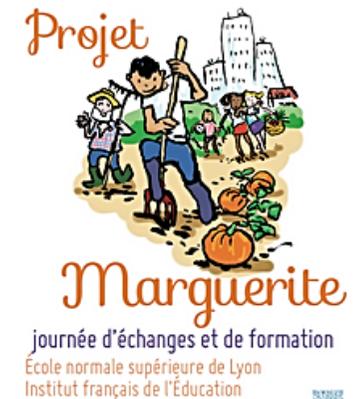
1) **Éléments de contextes scientifiques et sociétaux-politiques**
(circuits courts, précarité, justice-démocratie alimentaire...)



2) **Retour d'expériences sur 2 projets de recherche-action**



3) **Présentation d'un panel d'autres initiatives de solidarités alimentaires**



4) **Bilans et perspectives**

1) Éléments de contexte scientifiques et sociétaux-politiques : définitions, tendances



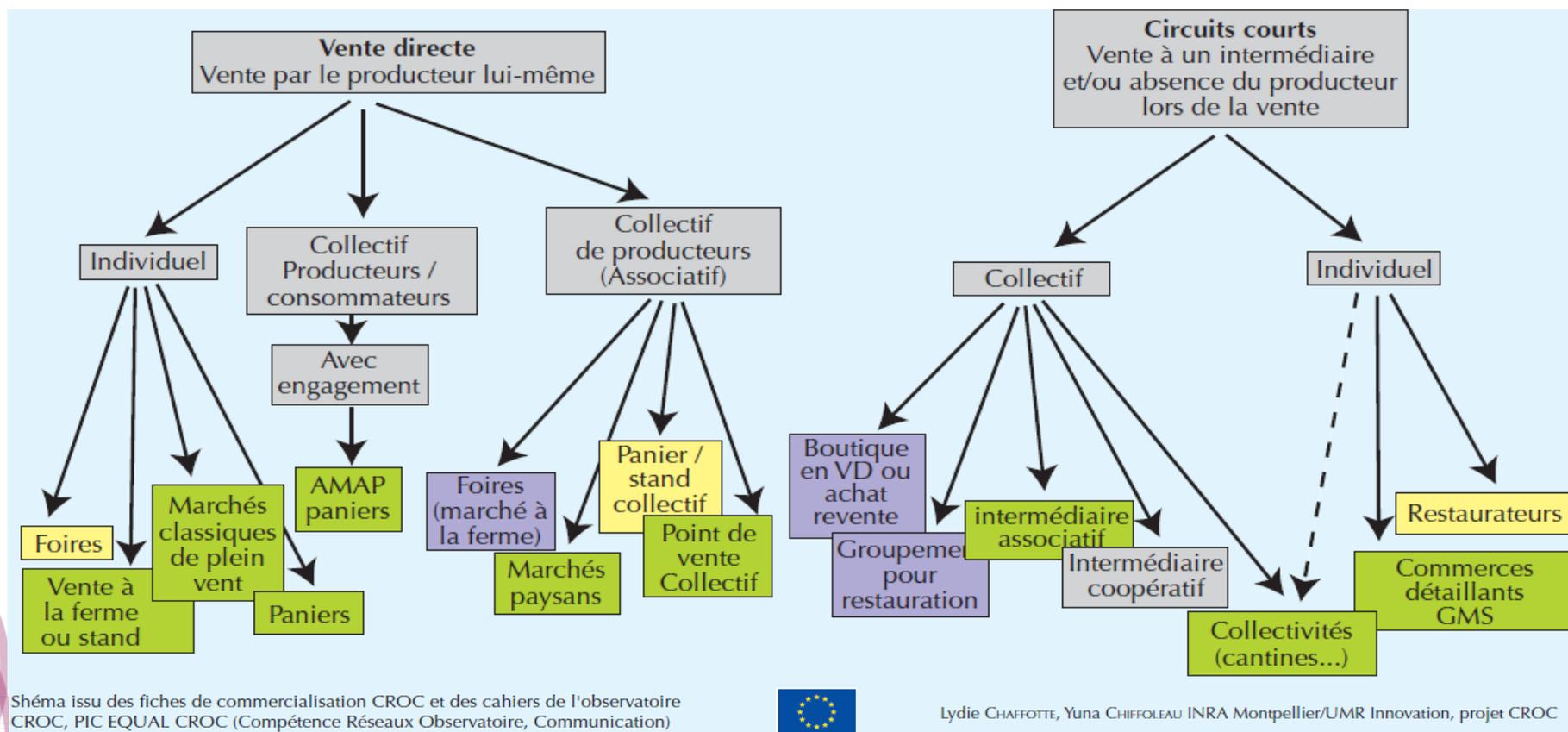
Julien Noel : julien.noel.geo@gmail.com

Docteur en Géographie (Univ. Nantes) ; Chercheur associé à ESO-Nantes
Chercheur étranger associé au LEDR, Gembloux ABT / Univ. Liège



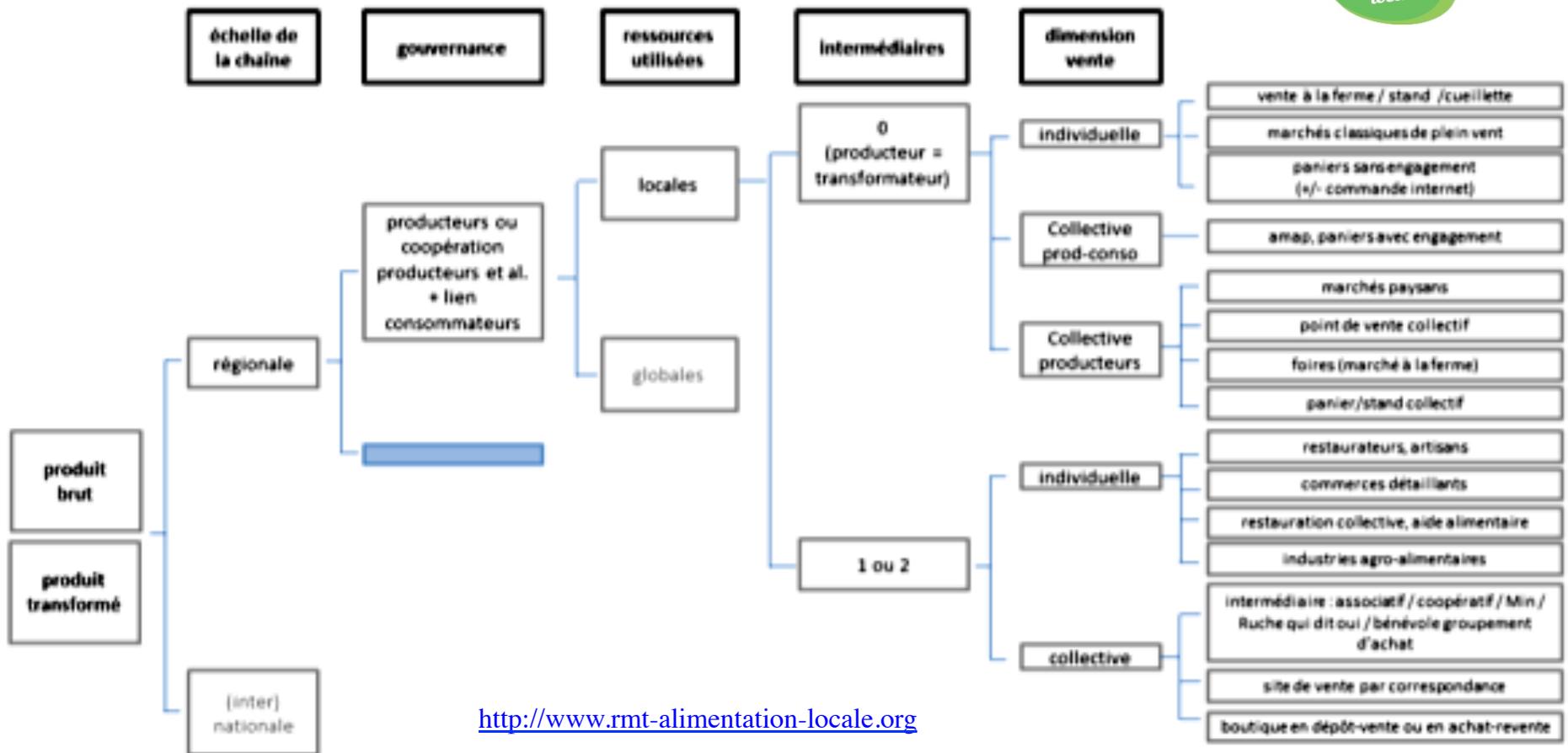
Contexte 1 : évolution sémantique des circuits courts alimentaires

Des circuits courts alimentaires légitimés (A2000-2010) ...



Contexte 1 : évolution sémantique des circuits courts alimentaires

Des circuits courts alimentaires de *proximité* (depuis A2010)



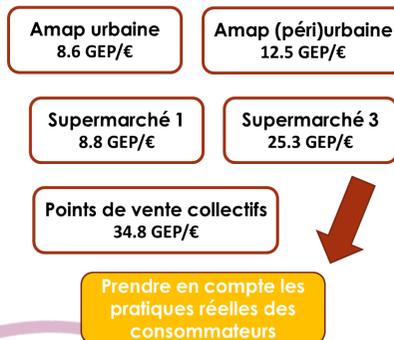
<http://www.rmt-alimentation-locale.org>

Contexte 1 : évolution démocratique des circuits courts alimentaires ?

Des CCAP peu « démocratisés », qui peinent à infuser : un jeu de contraintes

- Raisons d'essoufflement des GAA**
- Flux
 - Motivations ponctuelles
 - Raisons techniques (déménagement, changement d'horaire, divorces, départ des enfants...)
 - Rejet des contraintes (horaires, planification à l'avance, venir aider, système informatique trop compliqué pour les plus âgés,...)
 - Produits : Prix, manque de variété, présentation des produits
 - Centré sur un petit noyau de personnes
 - Perte des valeurs (élargissement du public, hétérogénéité de la qualité, fourniture chez grossiste...)
 - Professionalisation

Efficience énergétique comparée



Source: Mundler & Rumpus (2012)

	Consommateur	Producteur	Société (externalités négatives)
Economie/Financier	<ul style="list-style-type: none"> Coût ? Public ayant des revenus moyens à élevés et/ou ayant un niveau de formation élevé 	<ul style="list-style-type: none"> Rentabilité faible (maraîchage) Salaires peu élevés et fluctuants Diversité des métiers -> diversité des coûts Difficulté d'estimation des coûts Problèmes de trésorerie Apparition de gros producteurs concurrents dans la niche 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de faillites Difficulté de contrôle fiscal
	Investissements		<ul style="list-style-type: none"> Diversité des métiers-> diversité des investissements en équipement (véhicule adapté, lieu de vente/transformation...) Investissements et amortissements très importants et à très long terme (se débarrasser de ses dettes précédentes avant de passer en bio, etc.) Problème d'accès aux capitaux et crédits Accès à la terre difficile
Ressources		<ul style="list-style-type: none"> Besoin de compétences formelles et informelles (gestion de groupes, animation, comptabilité...) 	<ul style="list-style-type: none"> Diversité de métiers: production, logistique, transformation, commercialisation, vente, communication Manque de formation (initiale ou continue), d'accompagnement technique Contexte de perte de savoirs traditionnels
	Offre-Demande	<ul style="list-style-type: none"> Offre insuffisante dans certaines régions Régularité (pénurie en hiver, surproduction en été) Pérennité de l'offre Et parfois... Distance ? 	<ul style="list-style-type: none"> Creux périodiques de la demande, saisonnalité Consommateurs plus exigeants (parfois) Volumes (pour collectivités) Eloignement géographique des clients (demande concentrée en ville) Pas de « patriotisme » alimentaire
Marché		<ul style="list-style-type: none"> Visibilité de l'offre Confusion entre les concepts Confusion entre les labels/étiquetages Manque d'info des publics précarisés sur qualité alimentaire Image luxueuse Méconnaissance des produits 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de labels en Wallonie Faible mutualisation des informations sur les démarches à suivre ? Manque de connaissances AFSCA ?
	Gamme d'information	<ul style="list-style-type: none"> Suppose des changements d'habitudes 	<ul style="list-style-type: none"> Restreinte Peu de produits transformés Produire denrées normalisées (calibre...)

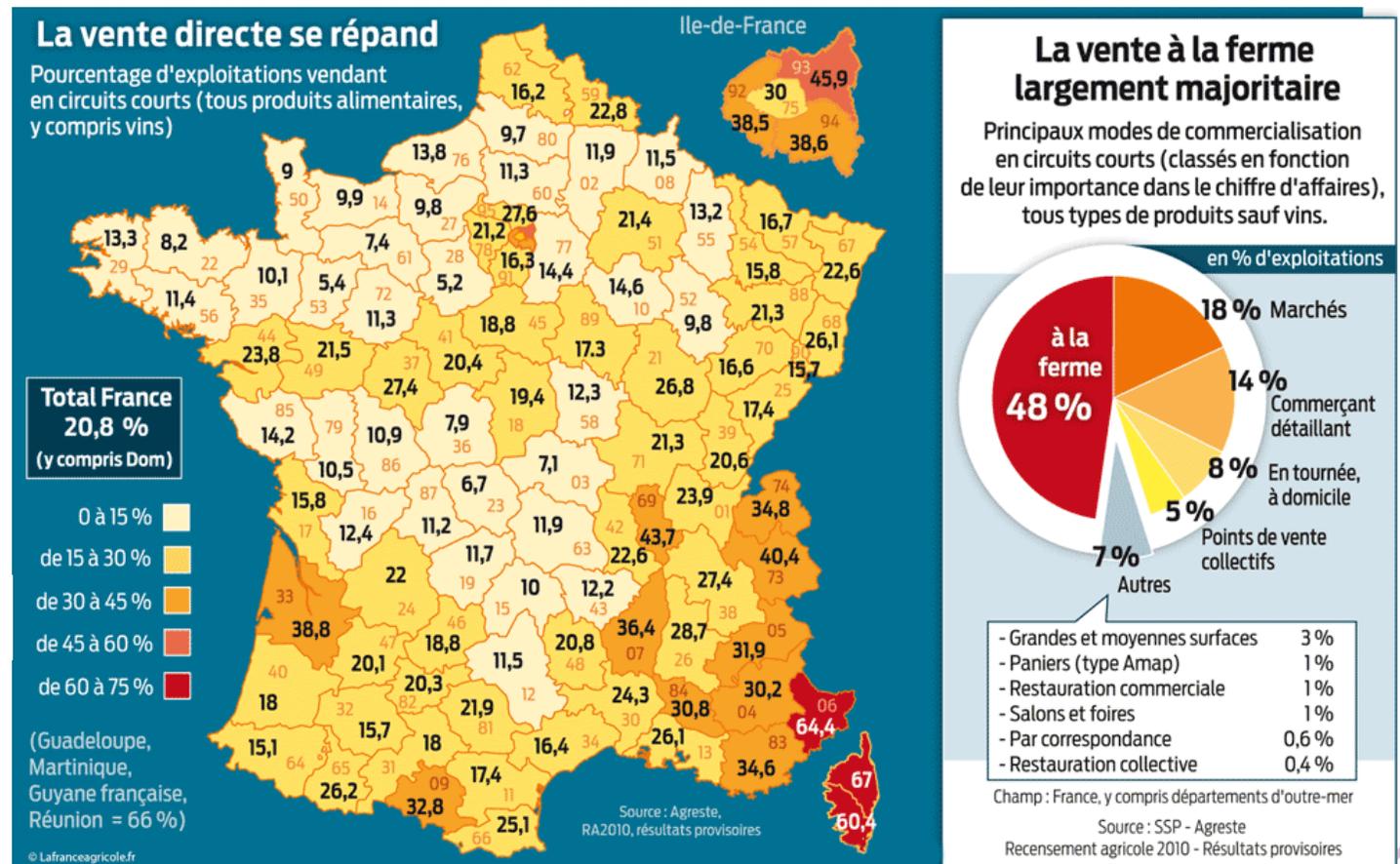
Contexte 1 : évolution démocratique des circuits courts alimentaires ?

Des CCAP peu « démocratisés », qui peinent à infuser : effets clubs dans la production

↳ 15 % des producteurs nationaux pratiquant la vente directe (= en AB aussi)

↳ Pour près de 40% des agriculteurs engagés en CC = 75% de leur CA

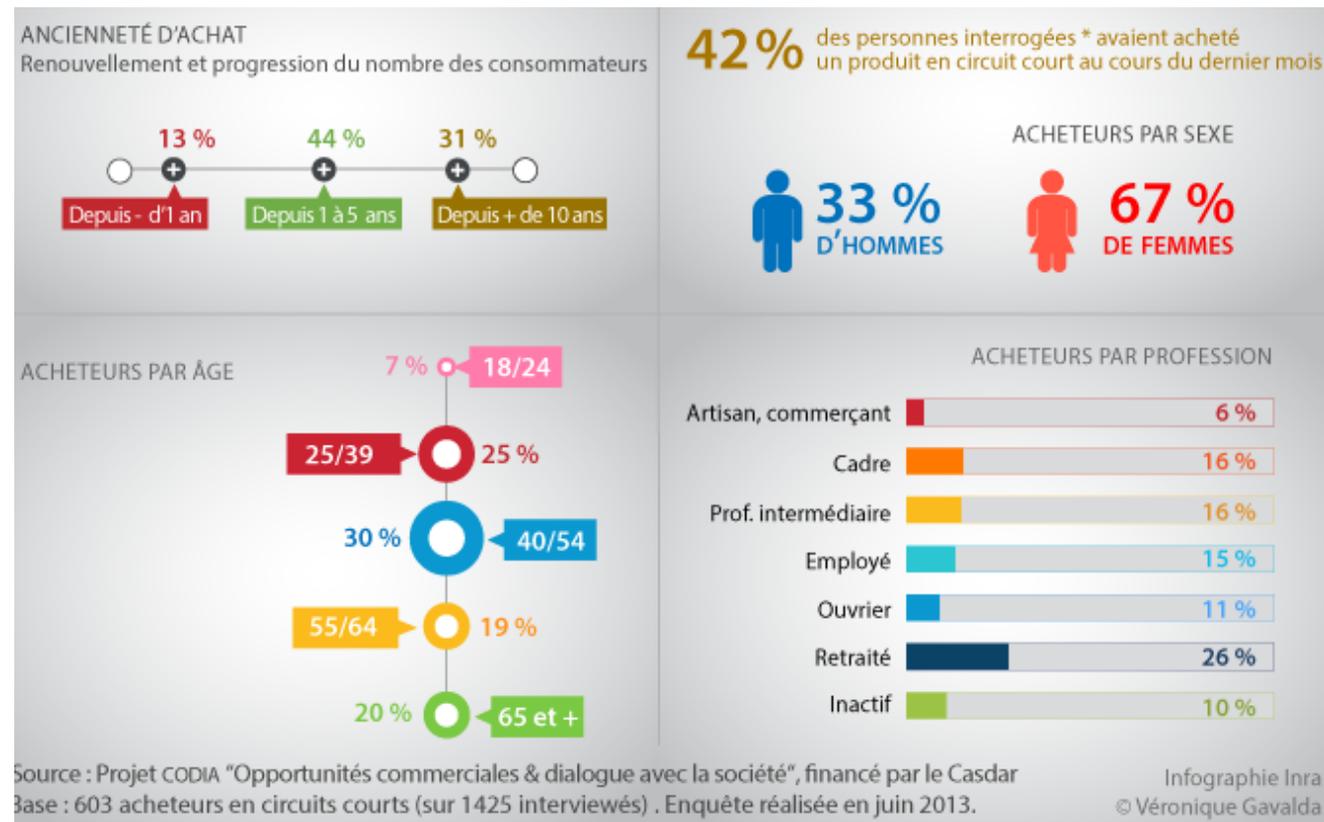
recensement agricole 2010



Contexte 1 : évolution démocratique des circuits courts alimentaires ?

Des CCAP peu « démocratisés », qui peinent à infuser : effets clubs dans la consommation

↳ Profils sociaux des consom'acteurs locavores

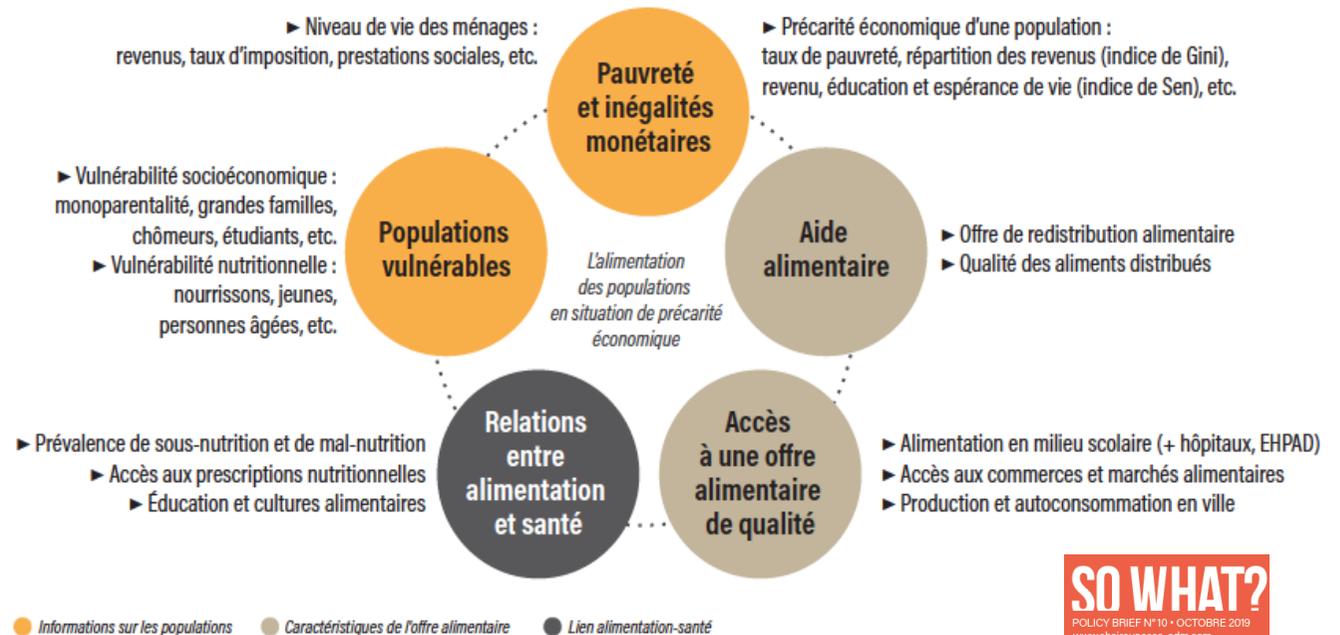


Contexte 2 : évolution sémantique de la précarité alimentaire ?

⇒ **Précarité alimentaire** : *situation d'instabilité (d'insécurité, de vulnérabilité) dans laquelle une personne ne dispose pas d'un accès garanti à une alimentation suffisante et de qualité, durable, dans la dignité et le respect de ses préférences alimentaires et de ses besoins nutritionnels, pouvant entraîner ou découler de l'exclusion et de la disqualification sociale ou d'un environnement appauvri.*

Pour nous, la précarité alimentaire est plus qu'une question de liens sociaux : « C'est la co-jonction d'une pauvreté économique et une série d'empêchements socio-culturels et politiques dans l'accès à une alimentation durable : obligation d'avoir recours à l'assistance avec un passage obligé par des structures de contrôle, pouvoir d'agir contraint, assignation à la distribution de produits alimentaires, assignation à la consommation de produits alimentaires non-durable ». (Paturel, 2019)

Figure 2. Dimensions de la précarité alimentaire identifiées à l'échelle locale



Contexte 2 : évolution sémantique de la précarité alimentaire ?

Une mise à l'agenda politique de la précarité alimentaire (2014)

► FACILITER L'ACCÈS À TOUS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

Les actions du PNA visent ceux qui ne sont plus maîtres du contenu de leur assiette : les plus démunis, les plus jeunes, les personnes âgées, les personnes hospitalisées, les personnes en détention.

Les actions engagées : améliorer l'organisation de l'aide alimentaire / créer une Bourse aux dons / développer des ateliers d'insertion...



<http://alimentation.gouv.fr/pna>

► JUSTICE SOCIALE

Au-delà de l'accès de tous à une alimentation de qualité sur les plans sanitaire et nutritionnel, il s'agit de préserver et de promouvoir le modèle alimentaire français comme facteur essentiel de lien social et de réaffirmer la nécessité du temps du repas. Cette solidarité s'incarne également dans le plan d'action de lutte contre le gaspillage alimentaire

Contexte 2 : évolution sémantique de la précarité alimentaire ?

Une mise à l'agenda politique de la précarité alimentaire (2017)



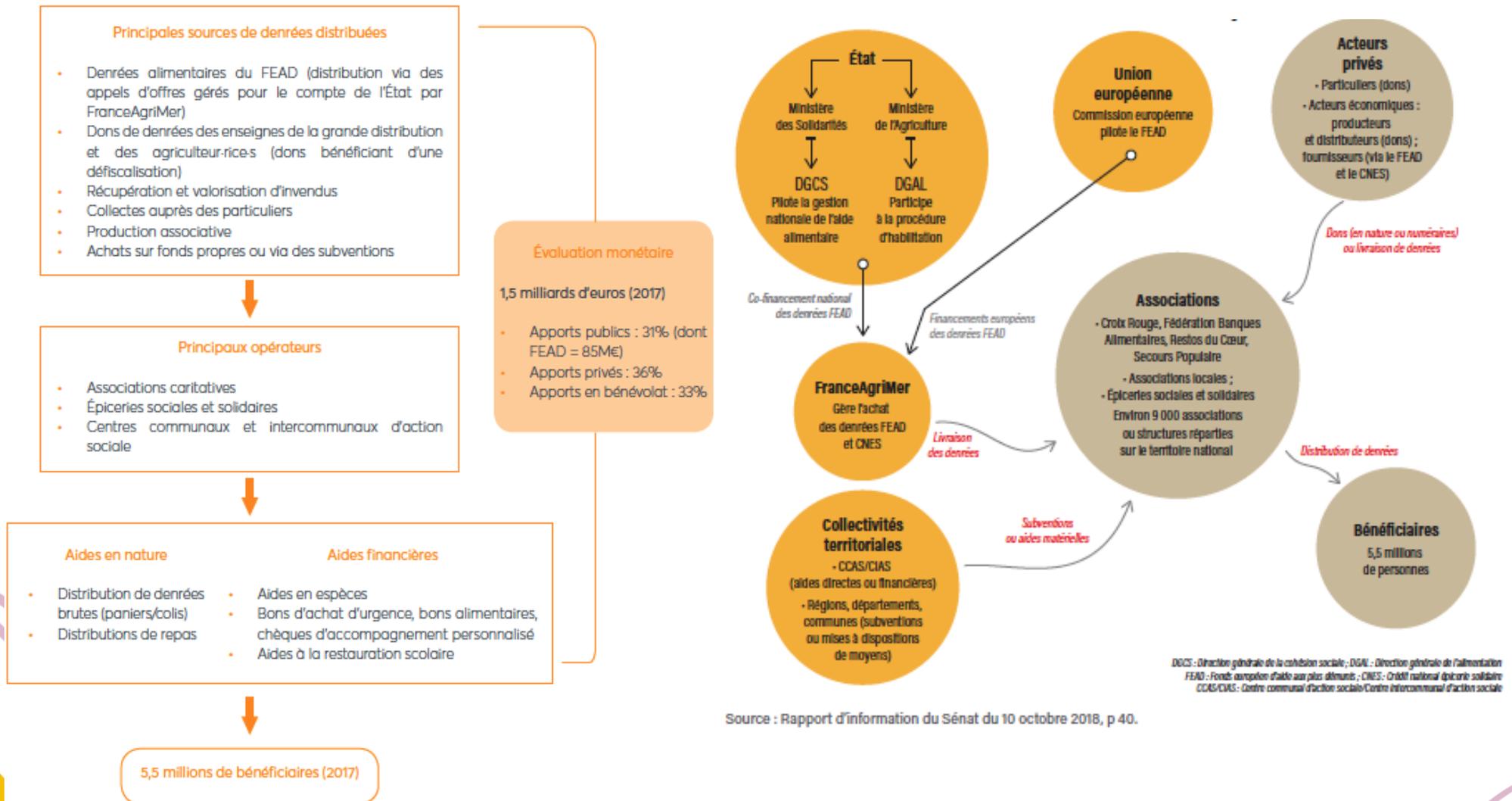
► Construire une Politique de l'Alimentation

- Assurer la souveraineté alimentaire de la France
 - Promouvoir des choix alimentaires favorables pour la santé, respectueux de l'environnement
 - Réduire les inégalités d'accès à une alimentation de qualité et durable
- ↳ S'appuyer sur la restauration collective / Miser sur l'éducation & l'information du consommateur / Renforcer la lutte vs. le gaspillage alimentaire & favoriser le développement du don alimentaire

► Déclinaison sur certains Ateliers thématiques :

- Atelier 9 : Faciliter l'adoption par tous d'une alimentation favorable à la santé
- **Atelier 12** : « Lutter contre l'insécurité / précarité alimentaire, s'assurer que chacun puisse avoir accès à une alimentation suffisante et de qualité en France et dans le monde »
 - ↳ Stratégie interministérielle / Identification-Capitalisation des bonnes pratiques / Développement de SAT / Evolution du corpus normatif / Maintien du FEAD post 2020

Contexte 2 : une lutte vs. précarité instituée par l'aide alimentaire



Contexte 2 : une lutte vs. précarité instituée par l'aide alimentaire

Qq chiffres hexagonaux (2018)

- 8-9M personnes en état d'insécurité alimentaire
- 5M pers. sous le seuil de pauvreté (< 855€/mois)
- + 4,5M bénéficiaires d'aide alimentaire (x 2 en 10 ans)
- 7 antennes/opérateurs, + de 200 000 bénévoles
- 17 000 livraisons, 370 sites, 335 000 distribuées

Le soutien public à la lutte contre la précarité alimentaire en 2018 (en M€)

Union européenne	FEAD	57
	Fruits, légumes, produits laitiers à l'école	1
Etat	FEAD	28
	CNES (épicerie sociales)	8
	Subventions nationales	5
	Crédits déconcentrés	14
	Programme national de l'alimentation	2
	Dépenses fiscales	361
Total Etat et UE		476
Collectivités locales¹⁰		230
Total du soutien public		706
Valeur nette des dons		237
Bénévolat		500

RAPPORT IGAS N°2019-069R

En France, sous l'impulsion des Restos du Cœur, un processus de centralisation des achats est mis en place. Le 20 octobre 1988, la loi dite « loi Coluche » permet aux donateur-rices des associations de lutte contre la pauvreté de bénéficier d'une réduction d'impôt. Le modèle contemporain de l'aide alimentaire française est né.

L'aide alimentaire ne connaît pas de définition en France jusqu'en 2010. C'est finalement avec la loi n°2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) qu'elle est formellement reconnue en ces termes : « L'aide alimentaire a pour objet la fourniture de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies. Cette aide est apportée tant par l'Union européenne que par l'État ou toute autre personne morale ».

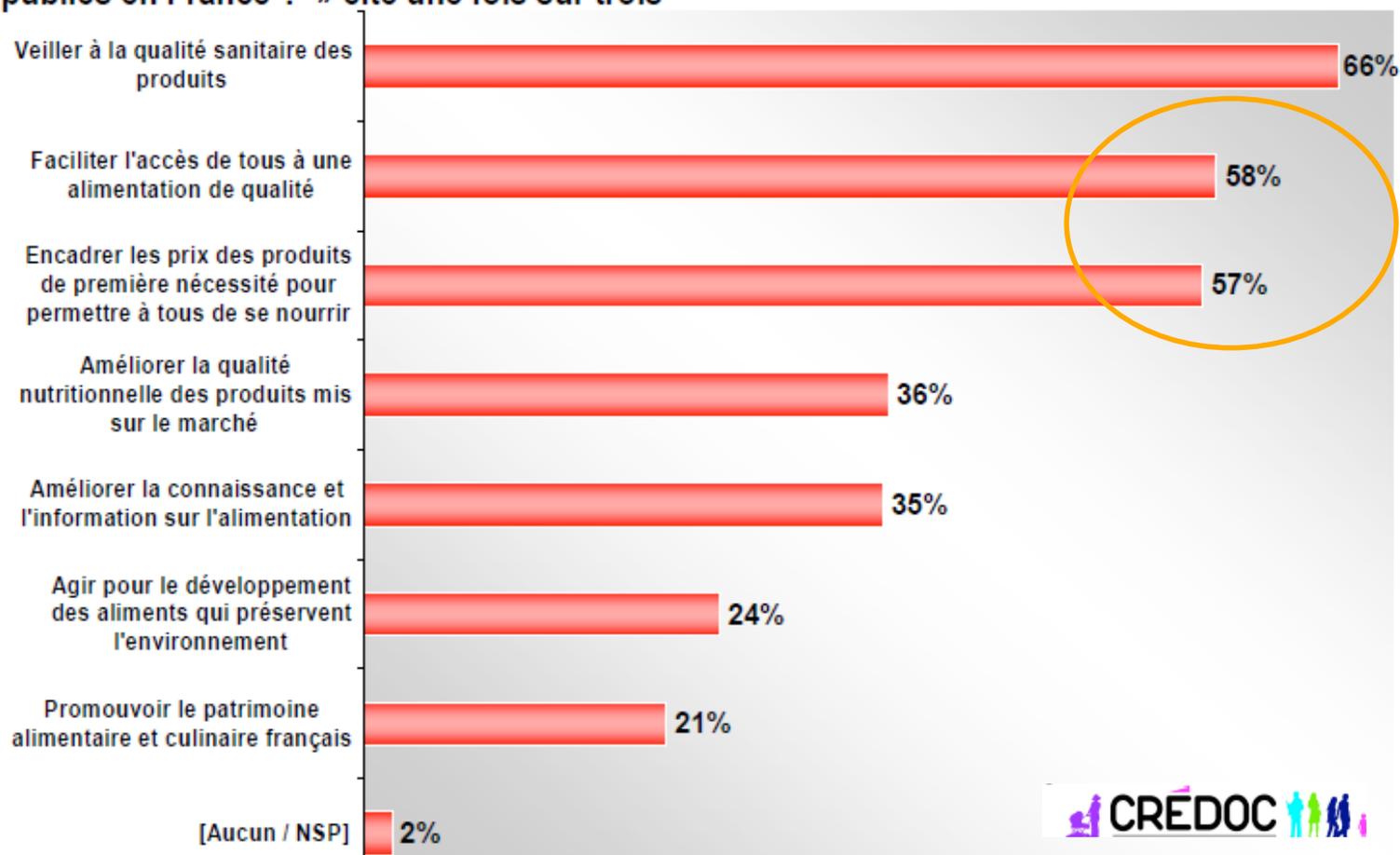
La loi Garot (Loi n° 2016-138 du 11 février 2016) acte le lien entre aide alimentaire et lutte contre le gaspillage alimentaire en obligeant les supermarchés de plus de 400 m² à créer un partenariat avec une association d'aide alimentaire afin de lui céder ses invendus alimentaires.

Parallèlement, l'aide alimentaire s'intègre dans un système institutionnel européen par la création en 1987 du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) visant à orienter les surplus chroniques de l'agriculture européenne vers les associations d'aide alimentaire.

Il est remplacé en 2014 par le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) dissociant l'aide alimentaire de la Politique agricole commune (PAC) pour devenir une aide sociale appuyant financièrement les États et les associations caritatives européennes dans leurs actions de lutte contre la précarité.

Contexte 3 : des préoccupations sociétales sur l'accessibilité alimentaire

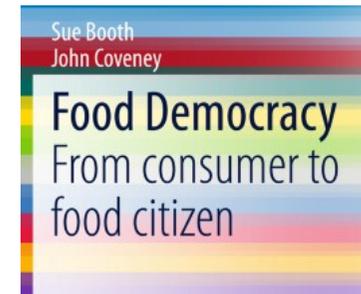
« A partir de la liste suivante, dites-moi selon vous sur quels axes prioritaires doivent intervenir et se mobiliser les pouvoirs publics en France ? » citée une fois sur trois



Contexte 3 : des préoccupations sociétales sur l'accessibilité alimentaire

Principaux éléments caractéristiques :

- ▶ **L'accessibilité énoncée dans le droit à l'alimentation (food movements)**
 - ↳ accès économique et physique à la nourriture
 - ↳ produits alimentaires adaptés aux besoins nutritionnels et culturels
- ▶ **Les conditions d'inaccessibilité dans les systèmes actuels**
 - ↳ les risques d'insécurité (santé, nutrition) et d'injustices alimentaire (sociale & économique) dans des situations de pauvreté et de précarité
 - ↳ les inégalités dans les conditions de production (*land grabbing*) et de consommation (*food desert*)
- ▶ **Les conditions du mode de production de l'alimentation**
 - ↳ questionne la durabilité à la fois environnementale et sociale du mode de production : circuits longs, circuits courts, hybridation, agriculture paysanne, conventionnelle, bio...
- ▶ **Les conditions d'accès à l'information / l'éducation sur ce qu'est un système alimentaire durable**
 - ↳ caractéristique rarement évoquée mais essentielle pour démocratiser les choix alimentaires
 - ↳ introduire des changements tant dans les politiques publiques que les comportements alimentaires



Contexte 3 : des préoccupations sociétales sur l'accessibilité alimentaire

4 dimensions identifiées par le tissu associatif : définitions et freins

<p>Accessibilité économique</p> <p>Elle résulte à la fois du prix proposé et du pouvoir d'achat des personnes (revenus, aides, etc.). Elle constitue le premier facteur des inégalités d'accès à une alimentation de qualité.</p>	<p>Accessibilité pratique</p> <p>Elle concerne à la fois la condition physique des personnes (âge, handicap par exemple), leur milieu de vie et leur mobilité, leur accès au matériel adéquat (accès à une cuisine, aux outils) et leur temps disponible.</p>
<p>Accessibilité sociale et culturelle</p> <p>Elle renvoie à l'alimentation comme pratique sociale et culturelle liée à l'identité de l'individu et à son rapport aux autres. Elle désigne donc la capacité d'avoir accès à une alimentation en accord avec ses valeurs, traditions et pratiques.</p>	<p>Accessibilité citoyenne</p> <p>Elle renvoie à la nécessité d'avoir accès à une bonne connaissance du système alimentaire, à la capacité de s'organiser collectivement et participer à toute initiative citoyenne liée à l'alimentation (engagement associatif et/ou politique, consommation responsable, transferts de savoirs liés à l'alimentation, etc.).</p>

<p>Accessibilité économique</p> <ul style="list-style-type: none">• Contraintes budgétaires	<p>Accessibilité pratique</p> <ul style="list-style-type: none">• Déficit d'offre de qualité selon le lieu d'habitation (QPV, ruralité...)• Déficit de lieu et d'équipement pour cuisiner (résidence à l'hôtel, hébergement d'urgence...)• Impossibilité d'inscrire les enfants à la restauration scolaire• Manque de temps par accumulation de contraintes
<p>Accessibilité sociale et culturelle</p> <ul style="list-style-type: none">• Stigmatisation et culpabilisation face aux injonctions du « mieux manger »• Repas et denrées disponibles incompatibles avec la culture et les croyances• Auto-exclusion (« Le bio ce n'est pas pour moi »)	<p>Accessibilité citoyenne</p> <ul style="list-style-type: none">• Exclusion de la participation citoyenne jugée comme une contrainte supplémentaire, secondaire par rapport à la situation de survie des personnes

Contexte 3 : des préoccupations sociétales sur l'accessibilité alimentaire

3 dimensions identifiées par la recherche scientifique : justice / démocratie alimentaire

<i>Dimensions de la justice alimentaire</i>	<i>Items</i>	<i>Exemples de pratiques</i>
Assurer une alimentation de qualité	<i>Nutritionnelle Gustative</i>	Garantie de critères de qualité : santé, diététique, goût, plaisir... Diversification des denrées (fruits & légumes, poissons...)
	<i>Écologique</i>	Agro-écologie, biologique Lutte contre le gaspillage / éco-logistique
	<i>Sociale Économique</i>	Commerce équitable, Information sur l'impact social des produits
Améliorer l'accès à l'alimentation de qualité	<i>Spatiale</i>	implantation équilibrée de l'offre et des équipements commerciaux Facilité de mobilité par une desserte territoriale adaptée
	<i>Financière</i>	Tarification adaptée au niveau de revenus Réduction / efficience des coûts de service
	<i>Socio-culturelle</i>	Changement/adaptation des/aux habitudes/régimes alimentaires Déconstruction des représentations (classe sociale, genre, race/ethnie)
Lutter contre les inégalités structurelles	<i>Inclusion</i>	Lutte contre les stigmatisations et valorisation des diversités socioculturelles Développement de liens sociaux, convivialité Création d'emplois et d'activités (surtout en zones défavorisées)
	<i>Éducation</i>	Développement de connaissances & de compétences sur l'ensemble des dimensions de l'alimentation (santé, cuisine, environnement, etc.)
	<i>Autonomisation</i>	Intégration des parties prenantes (focus sur les minorités) Renforcement de la démocratie / citoyenneté, empowerment

Sources : Thirion, 2014 ; Hochedez & Le Gall, 2016. Auteurs : Noel J., Hochedez C., Lanciano E., Lapoutte A., Saleilles S., 2017, PSDR4 FRUGAL

Contexte 3 : des préoccupations sociétales sur l'accessibilité alimentaire

2 termes scientifiques et militants qui percolent dans le champ politique et associatif

► **Justice (Agri-)Alimentaire** (Réf. : Hochedez & Le Gall, 2016)

« Ensemble des actions qui cherchent à assurer un partage équitable des bénéfices et des risques concernant les lieux, les produits et la façon dont la nourriture est produite, transformée, transportée, distribuée, et ingérée » (Gottlieb et Joshi, 2010).

- Champ d'analyse critique autour de la justice socio-économique pour les producteurs agricoles marginalisés, de l'accessibilité à une alimentation de qualité pour les consommateurs (urbains) défavorisés (nord-américains)

► **Démocratie alimentaire** (Paturel, 2017; 2020)

« Ensemble des collaborations et d'échange d'idées en termes d'efficacité et de durabilité des systèmes alimentaires, dans une perspective de bien commun, ce qui implique l'acquisition de compétences appropriées pour tous » (Hassanein, 2008)

- Champ d'analyse critique autour de l'organisation de *l'aide - précarité alimentaire* en Europe et de la *souveraineté alimentaire* internationale...

Conclusion : élargir les champs de l'accessibilité alimentaire

- ⇒ Nécessité de développer des approches **d'ouverture** sur l'**accessibilité** des **CCAP** :
 - *Perception physique* : désert alimentaire / paysage alimentaire
 - *Justice sociale* : justice alimentaire (consommateurs urbains) / souveraineté alimentaire (producteurs (paysans) ruraux)
 - *Démocratie participative* : démocratie alimentaire

- ⇒ Stratégies de lutte vs. la **précarité alimentaire** :
 - diversifier les sources d'approvisionnements et renforcer l'ancrage territorial de l'aide alimentaire
 - renforcer les dimensions sociales (commensalité, lien), culturelle (identité) et économique (insertion) de l'alimentation, trop centrée sur les (seules) fonctions biologiques et nutritionnelles

- En France, la solidarité alimentaire continue de prendre la forme dominante de l'aide alimentaire.
- La précarité alimentaire reste traitée par l'assistance et non par l'ambition d'émancipation.
- Les débats au cours des États généraux de l'alimentation ont soulevé les questions de la dignité dans le traitement de la précarité alimentaire et révélé le décalage croissant entre les populations ciblées par les dispositifs d'aide alimentaire et celles qui en ont besoin.

2) Retour sur 2 expériences de recherche-action :

- projet Solalter (2013-2015)

SOLidarités ALimentaires TERritorialisées en Bretagne



- projet Réaliste (2019-2021)

REconnexion Agriculture-aLimentation : l'Innovation
Sociale comme levier pour la Transition vers des
pratiques alimentaires plus Ecologique



Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : le déroulé

► Antériorité

- Projet de recherche-action piloté par l'unité « Sciences Humaines et Territoire » d'AO et la FRCIVAM Bretagne
- 10 ans d'expériences communes sur les circuits-courts (SALT, FAAN, LIPROCO,...)
- Poursuite d'un stage de 3^e an Ingénieur Ingénieur agronome à Rennes en 2012

► Objectifs

- Recensement des initiatives de solidarités alimentaires en Bretagne
- Mise en réseau en région, mutualisation et accompagnement des initiatives
- Mise en lisibilité des initiatives, notamment pour l'action politique

► Cadre d'action

- Soutiens : Région Bretagne (ASOSC), FEADER, Fondation de France
- Assises Vente directe 2012, Etude Agrocampus 2012
- Durée : mars 2013 – mars 2015



Dispositif ASOSC



avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
« Développement agricole et rural »

Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : le déroulé



- ▶ Re-localisation dans la distribution de l'aide alimentaire
- ▶ « Démocratisation » des circuits courts alimentaires

Articulations / interactions entre :

- actions des antennes de l'aide alimentaire & Initiatives solidaires de « terrain »
- secteur / monde agricole et secteur social

Diagnostics territoriaux : produits locaux & solidarités alimentaires bretonnes

Jeux de facteurs : + ou - favorables à l'accès des personnes défavorisées ? Degrés d'implication ? Potentialités & marges de progression ?



Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : le déroulé



► Acquisition de connaissances : méthodologie inductive

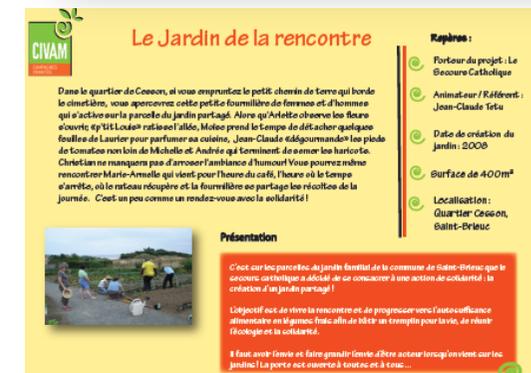
► Démarche exploratoire de recherche-action, sur le terrain

- Recensement d'initiatives via des diagnostics départementaux d'étudiants
- Enquêtes qualitatives : entretiens semi-directifs, observations, focus-group...
- Aide à la structuration d'expériences : trajectoire des initiatives, facteurs de réussite/échec, marge de progression...



► Capitalisation d'outils, méthodes & transfert d'expertise

- Fiches expériences + monographies, site Internet (www.projet-solalter.org)
- 5 COFIL (3 départ. / 2 en Région)
- Guide méthodologique
- Journées de valorisation et de réflexion : organisation de 2 journées d'échanges SOLALTER (16 déc. 2013 ; 20 janv. 2015)



Circuits-courts alimentaires et accessibilité sociale.
Quels enjeux ? Quelles réalités ?
Vendredi 6 juin 2014
Halle-aux-Tolles, centre ville d'Alençon 9h30-16h

Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les résultats



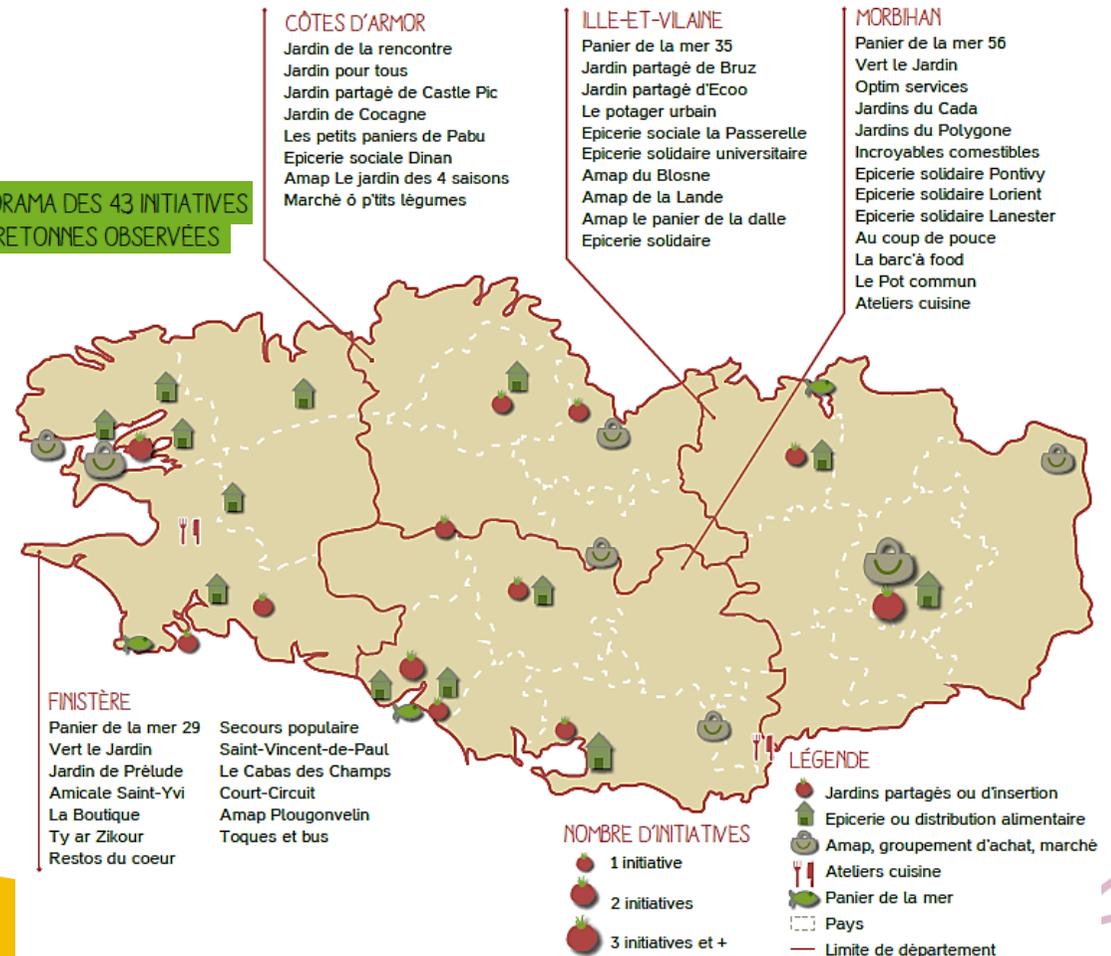
► Identification de dynamiques territoriales en émergence en BzH

Pluralité de lieux : grandes agglomérations, villes moyennes, milieu rural

Pluralités d'acteurs : associatifs, collectivités, individus, entreprises...

Pluralité de types : groupements d'achat solidaires (AMAPs, marchés...), épiceries (sociales, solidaires...), jardins collectifs (partagés, insertion...)

PANORAMA DES 43 INITIATIVES BRETONNES OBSERVÉES



Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les résultats



► 3 types d'initiatives de solidarités alimentaires : focus sur 8 d'entre elles

► 3 groupements d'achats plus solidaires :

- AMAP Monde du Blosne à Rennes (départ. 35)
- le Cabas des champs à Brest (départ. 29)
- le Marché ô p'tits légumes à St-Brieuc (départ. 22)



► 3 jardins collectifs :

- le Jardin de la Rencontre à St Brieuc (départ. 22)
- Optim' Services, du réseau Jardins de Cocagne à Riantec (départ. 56)
- Jardin partagé de Bruz, en périphérie rennaise (départ. 35)

► 2 dispositifs de relocalisation d'antennes alimentaires :

- Amicale laïque de St Yvi (départ. 29)
- Epicerie solidaire de Lorient (départ. 56)



Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les résultats



► Construction d'une grille d'analyse « intuitive » sur 6 indicateurs

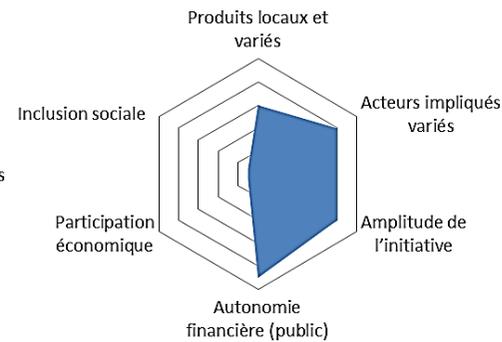
INDICATEURS	Variété des produits et proportion de produits locaux	Variété des acteurs impliqués	Effet de taille et d'ancrage de l'initiative	Degré d'autonomie à l'égard des soutiens publics	Degré de participation économique du bénéficiaire au produit	Degré d'inclusion sociale des bénéficiaires via l'initiative
Pondération minimum	Produits lointains Conserves, pas de frais Peu de types de produits Pas de label qualité	Seulement les bénéficiaires et les porteurs de projet	Faibles volumes en produits (notamment locaux) Faible nombre de publics touchés (moins de 10) Faible ancrage de l'initiative	Forte dépendance financière à l'égard du soutien public (démarrage du projet, pérennité du projet...) Peu ou pas de mobilisation d'argent public	Aucune ou faible contribution du bénéficiaire à la valeur, à la collecte, la production ou à l'élaboration du produit	Forte différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Faible participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative
Pondération maximum	Produits locaux, de saison Qualité (label bio...) Variété (plusieurs types de fruits, de légumes...)	Plusieurs catégories de partenaires : ville, porteurs de projets, CCAS, bénéficiaires, entreprises, GMS, antennes aide alimentaire, financeurs publics, associations...	Nombre important de bénéficiaires (plus de 50) Part relative de produits locaux (plusieurs centaines de kg et/ou tonnes an) Ancrage territorial élevé (produits du territoire pour le territoire)	Panel de financeurs publics ponctuels et diversifiés Coup de pouce financier public puis prise d'autonomie	Autoproduction, contribution active à la collecte (don, récupération...), paiement des denrées	Faible différenciation des rôles entre bénéficiaires et porteurs du projet Forte participation des bénéficiaires au fonctionnement de l'initiative

Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les résultats

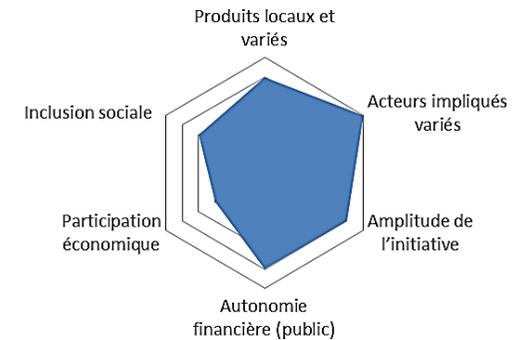


► Construction d'une grille d'analyse « intuitive » sur 6 indicateurs : les radars

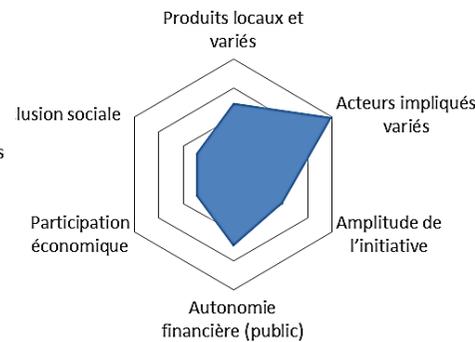
Saint Yvi 29



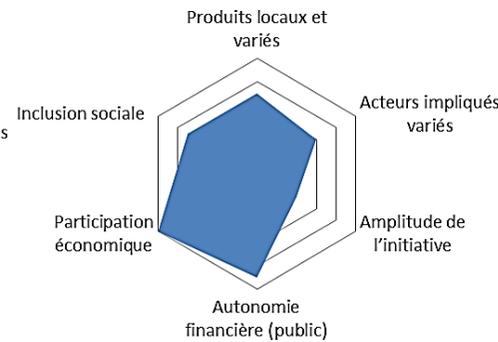
Epicerie solidaire CCAS Lorient 56



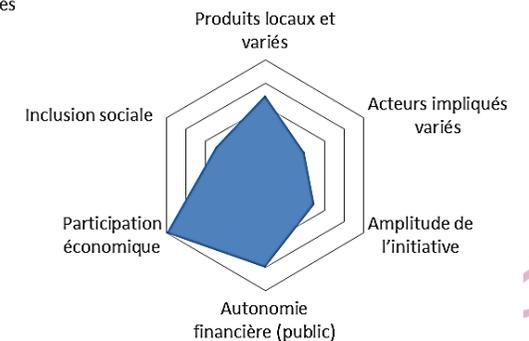
Marché ô p'tits légumes 22



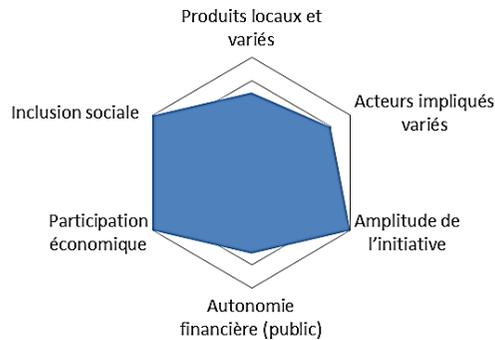
Jardin de la rencontre 22



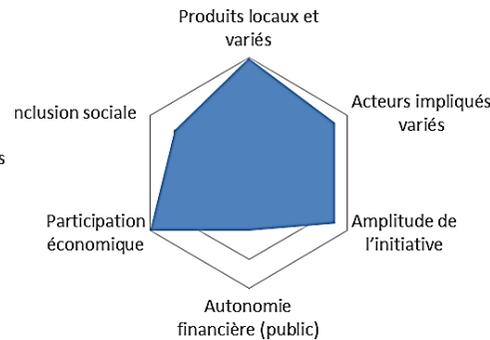
Jardin partagé de Bruz 35



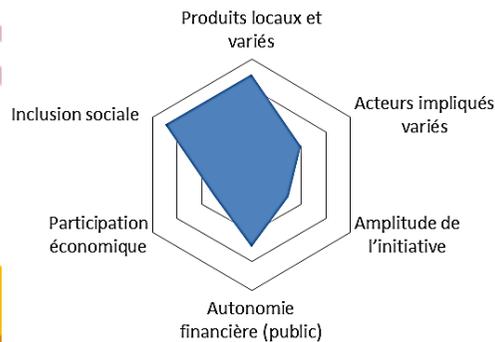
Cabas des champs 29



Optim' services 56



AMAP du Blossne 35



Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les enseignements



- ▶ **Un jeu de constantes : freins et leviers des initiatives**
- ▶ Développer les partenariats
 - Échanges entre structures (logistique, formation, réglementation...)
 - Appui du réseau à plusieurs échelles
 - Visibilité et communication
- ▶ Implication des collectivités
 - Moyens humains : élus, travailleurs sociaux
 - Moyens financiers : soutien de l'initiative
 - Moyens logistiques : mise à disposition de terrains / locaux
- ▶ Sensibilisation / éducation à l'alimentation
 - Par la pratique : jardinage, achats, cuisine
 - Offre diversifiée de produits de proximité et de qualité

Projet d'atelier de conserverie entre **Vert le Jardin** et **Court-Circuit**
Epicerie Agoraé : camion mis à disposition par Peugeot Citroën

Cabas des Champs : communication par l'affichage, e-mail, enquêtes de satisfaction et réunions régulières entre bénévoles

Epicerie Lanester : difficulté initiale de convaincre les travailleurs sociaux (a priori sur ce genre d'initiative)

Jardin de la rencontre / Optim service : prêt de terrains par les municipalités

Epicerie Landerneau : mise en place d'ateliers nutrition et dégustation

Optim Services : chaque jeudi, les jardiniers préparent et déjeunent ensemble à partir des légumes récoltés

Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les enseignements



► Un jeu de constantes : freins et leviers des initiatives

► Accessibilités

- Prix : groupement d'achat, paniers solidaires, tarification préférentielle...
- Souplesse dans l'engagement, dans le fonctionnement

Court-Circuit : intermittents du paniers, paniers changeables
Optim services : tarification préférentielle pour les jardiniers

► Présence de référent(s)

- Leadership, personne-ressource
- Accompagnement (technique, psychologique...)

Vert le Jardin : Présence d'un animateur hebdomadaire en soutien de l'activité de jardinage

► Bénévolat

- Formation, recrutement
- Double statut bénéficiaire-bénévole

Epicierie Landerneau : mise en place d'un plan de recrutement et de formation

► Considération du public

- Convivialité : qualité des locaux, de l'accueil
- Implication-participation active vectrice d'intégration
- Activités annexes : loisir, bien-être, accompagnement administratif...

Epicierie Lorient : locaux et mobiliers neufs, mutualisés au sein d'une « Maison de la solidarité »

Recherche 1, SOLALTER en Bretagne : les enseignements



Freins	Pratiques	Rubriques	Modalités
Prix	Fixation des prix	Cotisation/Engagement	variable selon le revenu/adhésion à faible coût/accès gratuit/flexibilité dans l'engagement
		Achat	panier solidaire (solidarité entre adhérents/subvention publique)/marché solidaire/groupement d'achat/tarif préférentiel panier jardin/fruits et légumes gratuits
Bagage culturel	Sensibilisation à l'alimentation de qualité	Jardinage	initiation et accompagnement au jardinage/guide pour le jardinage
		Savoir-faire culinaire/goût	atelier cuisine/atelier conservation/préparation de repas partagés/recettes échangées/distribution de guide de recettes/conseils de préparation, conservation/dégustations
		Santé	information sur les dates limites de consommation, recommandations nutritionnelles/limitation des boîtes de conserve/conseils/ateliers nutrition/temps de réflexion sur l'alimentation
Image du "bio"	Lien entre production et consommation	Information	affichage sur la provenance des produits/terme local plutôt que bio
		Rencontres/échanges	réunions producteurs-consommateurs/visites à la ferme/participation aux travaux agricoles (plantation, récolte)/échanges à la distribution de paniers
Accès à l'information	Communication	Electronique	site internet/e-mail
		Support papier	articles de presse/flyers/journal interne/panneau d'affichage
		Evénements	portes-ouvertes/Participation à des événements publics (forum, fêtes locales)
Assistanat	Participation	Bénévolat	collecte/ramasse/commande/préparation/distribution
		Financière	participation symbolique/achat des produits 10% de la valeur réelle
Isolement	Accompagnement social	Espaces d'échanges	coin-pause café/préparation de repas partagés/temps de jardinage en commun/proximité avec jardins
		Activités de loisir et bien-être personnel	atelier gym/couture/bricolage/sorties culturelles/coiffeur
		Accompagnement administratif	gestion du budget/démarches administratives/rédaction de CV/lettre de motivation

Recherche 2, REALISTE en France : le déroulé

► Antériorité

- Projet de recherche-action piloté par l'UMR Innovation INRAE
- 20 ans d'expériences communes sur les circuits-courts, la précarité alimentaire...
- Poursuite de multiples travaux antérieurs

► 4 Actions / Objectifs

- Action n°1 : Positionnement & caractérisation des innovations sociales étudiées
- Action n°2 : Modélisation multi-agents de l'influence sociale sur les pratiques alimentaires
- Action n°3 : Conception & mise en œuvre d'une expérimentation visant la mixité sociale
- Action n°4 : Pratiques & changements de pratiques des consommateurs dans les innovations sociales

► Cadre d'action

- Soutiens : ANR – CNRS / MSH Paris Nord – GIS Démocratie & Participation / Ministère de la transition écologique & solidaire
- Durée : juin 2019 – déc. 2020 (juin 2021)



Recherche 2, REALISTE en France : le déroulé

► Un cadre de travail : la dimension « sociale » des projets

► Dispositif national : Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 oct. 2014

- Les PAT « visent à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs et à développer l'agriculture sur les territoires et la qualité de l'alimentation »

- « Ils sont élaborés de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répondent à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial. Ils participent à la consolidation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique »



Recherche 2, REALISTE en France : le déroulé



► Un cadre de travail : la dimension « sociale » des projets

► Diversité/Homogénéité (2014-2021)

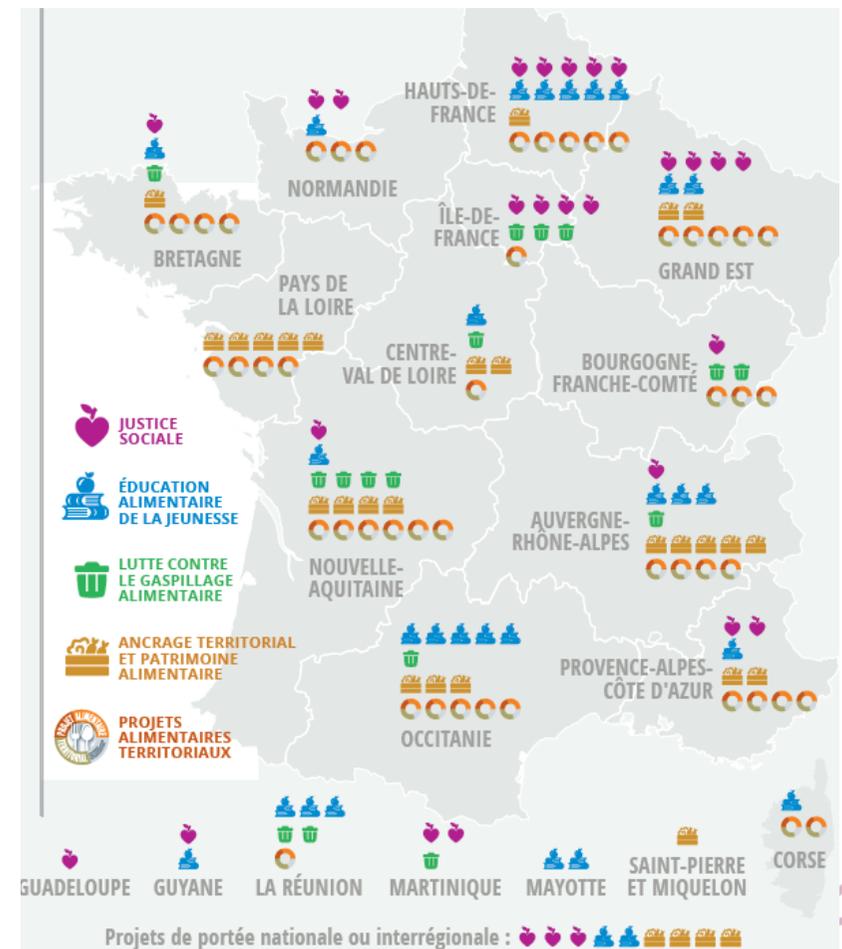
+ de 150 projets lauréats ; 4 axes du PNA + Axe PAT ;
subsidés publics de 6,7 M€

► 30-35 projets sur Axe 1 « Justice sociale »

- projets associatifs : accessibilité, aide/solidarité alimentaire ; publics en situation de vulnérabilité/précarité ; dispositifs (paniers, jardins, épiceries...)

► 200 PAT

- porteurs dominants : agglomérations/métropoles ; interco ;
+ territoires de projets (pays, PNR,...) ; conseils département
- entrées thématiques majoritaires : approvisionnement (bio) local de la RHD ; soutien à l'économie des filières (courtes/proximités) ; sensibilisation à l'alimentation durable



Recherche 2, REALISTE en France : le déroulé

► Un cadre de travail : les PAT... à dimension « sociale »

► « *Prévention & lutte vs. la pauvreté & précarité alimentaire* » (PNA, 2019)

► Etude de 3 PAT vocation « sociale » : terrains diversifiés
...mais similaires

- Ville de Bordeaux (2016) / Pays Terres de Lorraine (2017)
/ Brest Métropole (2019)

- Contextes institutionnels, urbains, agricoles diversifiés :
porteurs de projets ; densité ; spécialisation

- Indicateurs sociaux : taux de chômage = 12-13%
: taux de pauvreté = 12-13%



Recherche 2, REALISTE en France : le déroulé



- ▶ Une méthodologie inductive et qualitative...
- ▶ Démarche exploratoire de recherche-action... à distance

- Exploration, analyse de contenu des sites Internet dédiés :

Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable, *Bordeaux* : <https://ccgad.bordeaux-metropole.fr>

Brest Métropole et Ville, onglet PAT : https://www.brest.fr/laction-publique/developper-le-territoire/_projet-alimentaire-metropolitain-3990.html

Terres de Lorraine, onglet PAT : <http://www.terresdelorraine.org/fr/projet-alimentaire-territorial.html>

- 2 entretiens semi-directifs/PAT avec personnes ressources (responsables, porteurs...)

Morgane Scouarnec, Elsa Placide, Anabelle Got, Mathieu Delière, pour le PAT Bordeaux ;

Jeanne Calvar et Alexandre Gaucher, pour le PAT de Brest ;

Magali Ramel et Benoit Guérard, pour le PAT Terres de Lorraine ;

Recherche 2, REALISTE en France : le déroulé

► Une méthodologie inductive et qualitative

► Exemple du PAT social : « *Se nourrir lorsqu'on est pauvre - une démarche territoriale pour un accès digne et durable à une alimentation de qualité* »

Pays Terres de Lorraine + ATD Quart Monde
+ Centres sociaux

« *Renforcer l'autonomie des personnes en précarité dans l'accès à leur alimentation, améliorer la qualité nutritive de l'aide alimentaire, impliquer les bénéficiaires, favoriser le développement agricole local* »

► Dispositifs singuliers :

- groupement d'achats en produits locaux
- jardins collectifs nourriciers
- ateliers d'échanges de pratiques & co-formation
- Forum de la Dignité dans les assiettes !
- Charte de bonnes pratiques



Les signataires de cette Charte veulent promouvoir et créer une dynamique pour mettre en œuvre les principes suivants dans leurs actions alimentaires dont les formes et les modalités sont variées :

1. Une alimentation pensée comme un bien commun pour tous
2. Une solidarité et une entraide entre tous citoyens
3. La non stigmatisation et la non discrimination et l'importance de la mixité sociale
 - Si les actions ont pour objectif la lutte contre le gaspillage alimentaire, la mise à disposition des rebuts alimentaires doit être adressée à tous
4. Une démarche participative : ne pas faire pour mais avec les personnes
 - Une participation volontaire qui laisse à chacun le choix de son engagement (L'absence d'injonction et d'obligation d'assister à des activités pour obtenir de l'aide)
 - Une démarche qui respecte la confidentialité et la vie privée de toute personne
 - Une démarche qui ne cible pas un groupe de bénéficiaire mais est ouverte à tous
 - Une démarche qui valorise toute forme de participation
5. Une alimentation saine en quantité suffisante, de qualité et respectueuse de l'environnement
6. Respecter le choix, le goût et les cultures alimentaires de chacun et (re)trouver et valoriser le plaisir et la convivialité de l'alimentation
7. Un circuit commercial digne et durable pour les producteurs, les distributeurs et consommateurs
8. L'accès à la connaissance, l'information et au savoir relatifs à l'alimentation (nutritionnel et culinaire) et permettre un choix éclairé pour tous en s'adaptant et en respectant les réalités de chacun
9. La volonté de repenser les contrôles opérés et faire en sorte qu'ils soient tous respectueux de la personne et de sa vie privée
10. Des passerelles à créer entre les mesures qui relèvent de l'urgence, du moyen terme et du long terme pour atteindre l'autonomie alimentaire de chacun
11. Favoriser la rencontre entre les différents acteurs pour dépasser les incompréhensions, les préjugés et co-construire les actions

Recherche 2, REALISTE en France : les résultats



- ▶ Le fonctionnement des 3 PAT vocation « sociale » :

- ▶ *Mission de renforcement des accessibilités alimentaires* :
nouveaux dispositifs commerciaux ;
évolutions des pratiques de l'aide alimentaire ;
amélioration des capacités d'agir & d'expression des citoyens ;

- ▶ *Système d'acteurs « institutionnels »* :
Collectivités : services urbanisme, cohésion..., & structures d'insertion (CCAS)
+ Acteurs citoyens bénévoles : antennes de l'aide alimentaire, assos caritatives & de solidarités
+ Autres acteurs institutionnels : CG et CR, Draaf, ARS....

- ▶ *Modalités partenariales de gouvernance variées* :
 - « Conseil consultatif » à Bordeaux
 - « Laboratoire d'usage » en Terres de Lorraine
 - « Agora citoyenne » à Brest

Recherche 2, REALISTE en France : les résultats



► Le fonctionnement des 3 PAT vocation « sociale »

Exemples d'initiatives & dispositifs

► *Ville de Bordeaux :*
Relais Popote ; Frigo O-gaspi ; MIAM...

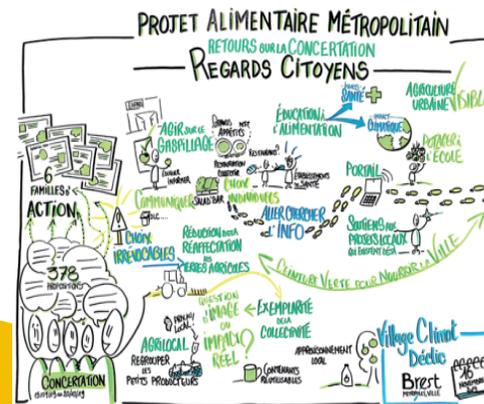
► *Pays Terres de Lorraine :*
GAS Fruits & Légumes ;
Forum 'Dignité dans les assiettes'...

► *Brest Métropole :*
Accompagnement/consultation citoyenne
(Pique-nique insolite ; Escape game...)



DE LA DIGNITÉ DANS LES ASSIETTES !

Pour une alimentation digne, durable et de qualité pour tous, vraiment pour tous



Recherche 2, REALISTE en France : les enseignements



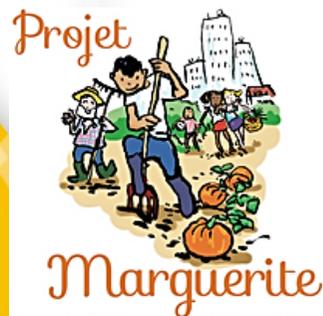
- ▶ Des dispositifs de transition durable/ démocratique de l'alimentation ?
- ▶ *Actions duales mises en œuvre :*
 - Actions de coordination & de sensibilisation :
approvisionnement logistique des flux (antennes ; resto-co ; gaspillage);
lieux d'échanges (& de formation) participatifs & accompagnement des acteurs ;
ateliers cuisines...
 - Dispositifs de production/commercialisation : jardins collectifs (urbains), GAC/GAS, épiceries...
- ▶ *Entités ressources*, facilitatrices, catalyseuses de dynamiques,
↳ favorisent le rapprochement, l'interconnaissance, et la mise en lien des acteurs

Recherche 2, REALISTE en France : les enseignements



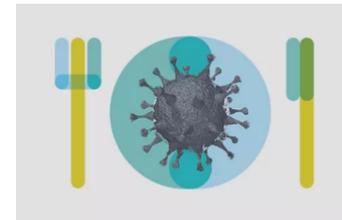
- ▶ Des dispositifs de transition durable/démocratique de l'alimentation ?
- ▶ *Valorisation de ce qui existe sur le territoire* : formatage et normalisation ?
 - animation, mutualisation, accompagnement de dispositifs / actions communs (ateliers cuisine, paniers, jardins partagés, épiceries...)
 - déploiement dispositifs / actions dans des lieux communs : quartiers prioritaires / politiques de la ville (QPV), ville-centre
- ▶ *Effleurement, traitement superficiel/incomplet* des problématiques de démocratie alimentaire :
 - peu (pas assez) de connaissances globales/générales sur les conditions de production, de transformation et de distribution des systèmes alimentaires ;
 - justice sociale abordée en termes d'accès, parfois de participation et de pouvoir d'agir, et très rarement en termes de citoyenneté (droits)

3) Panel d'autres initiatives de solidarités alimentaires dans l'Hexagone



Séminaire thématique :
« Prendre en compte l'accessibilité sociale et la nutrition santé dans les projets alimentaires territoriaux »

Jeu 26 avril 2018



ACCESSIBLE ?

POUR UNE ALIMENTATION DURABLE ACCESSIBLE A TOUS



Julien Noel : julien.noel.geo@gmail.com

Docteur en Géographie (Univ. Nantes) ; Chercheur associé à ESO-Nantes
Chercheur étranger associé au LEDR, Gembloux ABT / Univ. Liège



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2014-2019)

« Mise en réseau d'épicereries solidaires »: **projet Ecoales-Uniterres**

↳ Assoc. Nationale de Dév. des Épicereries Solidaires (**ANDES**)

=> Réunir 2 publics fragilisés dans même filière, médiatisée par des acteurs du travail social

=> Rompre avec la logique de filières longues de l'aide alimentaire (appels d'offre, grossiste)

▶ « *Promouvoir l'accès des personnes en difficulté à une véritable citoyenneté économique* » :

- en permettant à un public exclu des circuits de consommation traditionnels de choisir les produits qu'il souhaite consommer, en vendant, à un faible prix, des denrées de qualité ;

- en proposant des activités où les compétences de chacun sont mises en avant, au-delà d'une aide matérielle, un outil de reconstruction et un tremplin vers une réinsertion durable ;

▶ Réseaux d'épicereries sociales & solidaires fonctionnant comme une « *grande AMAP de l'aide alimentaire* ».

↳ *Agriculteurs en difficulté* ; changement de pratiques vers les CCAP, avec débouchés stabilisés et prix sécurisés

↳ *Consommateurs à petits budgets* : espaces libre-service, proche d'un magasin alimentaire général, produits variés & qualité (fruits & légumes frais, vracs), participation financière (10-15% du prix usuel)



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2014-2019)

« Mise en réseau d'épicerie solidaires »: projet Ecoales-Uniterres



En raison d'un nécessaire recentrage économique pour faire face aux coûts de fonctionnement, Uniterres se concentre à présent sur les régions de Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

Le dispositif concerne aujourd'hui :

- 54 épicerie solidaires
- 22 000 bénéficiaires de l'aide alimentaire sont approvisionnées dans les épicerie solidaires et peuvent consommer les produits frais, locaux et de saison du programme Uniterres.
- Plus de 600 ateliers, interventions participatives autour du programme Uniterres ont été réalisés au cours de la dernière saison (visite des lieux de production, table de producteurs, compagnie des gourmands pique-niques...)
- 122 agriculteurs locaux en situation de fragilité soutenus par le programme Uniterres (50 % de producteurs bio)
- 230 tonnes de produits livrées dans le cadre du programme Uniterres sur la saison passée (670000 unités produits : lorsque le produit est vendu au kilo nous considérons qu'1 kg = 1 unité. Lorsque le produit est vendu à la botte, à la pièce, à la barquette ou à l'unité, nous considérons chaque mode de commercialisation comme une Unité)
- 442 000 € de produits achetés aux producteurs fragilisés en 2016.

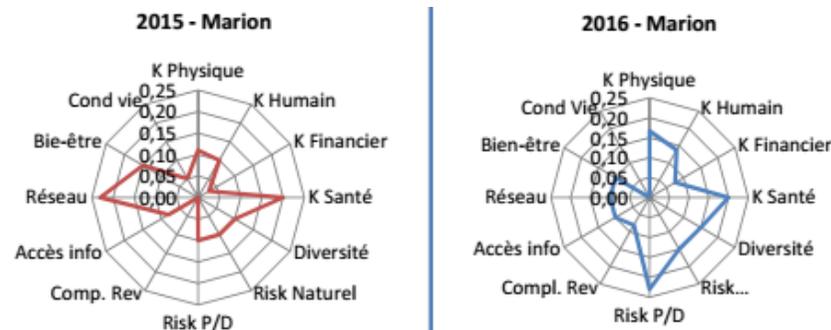
L'objectif est la consolidation de l'activité Uniterres :

l'approvisionnement régulier en fruits et légumes de proximité à 22 000 personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire et le soutien à 120 agriculteurs en situation de difficulté.

La cible est le développement d'Uniterres-équitable, qui offre un débouché commercial aux agriculteurs et une part d'autofinancement à Uniterres.

Schéma 8 : Pondération des indicateurs

Indice de potentialité	Capital Physique
	Capital Humain
	Capital Financier
	Capital Santé
Indice de maîtrise des risques	Diversité des productions
	Risques naturels
	Risques débouchés/prix
	Complément revenu
Indice autonomie	Accès à l'info
	Réseau social
	Bien-être ressenti
	Conditions de vie apparentes



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2016 + 2018-)

« Éducation agri-alimentaire des ados »: **projet Marguerite/Transiterre**

► **Observer des déconnexions** entre les jeunes des quartiers défavorisés et l'agriculture locale

- étude comparée banlieue lyonnaise / quartiers de Poitiers

► **Agir sur ces déconnexions dans des collèges**

- ateliers pédagogiques, de connaissances en classe
- actions : mise en place de potager, solidarités, rencontres avec des acteurs de l'agriculture de proximité



Représentations élève de 5^{ème} (Poitiers)



« Je vois les tours et puis le vide »
(élève de 5^e de Lyon)

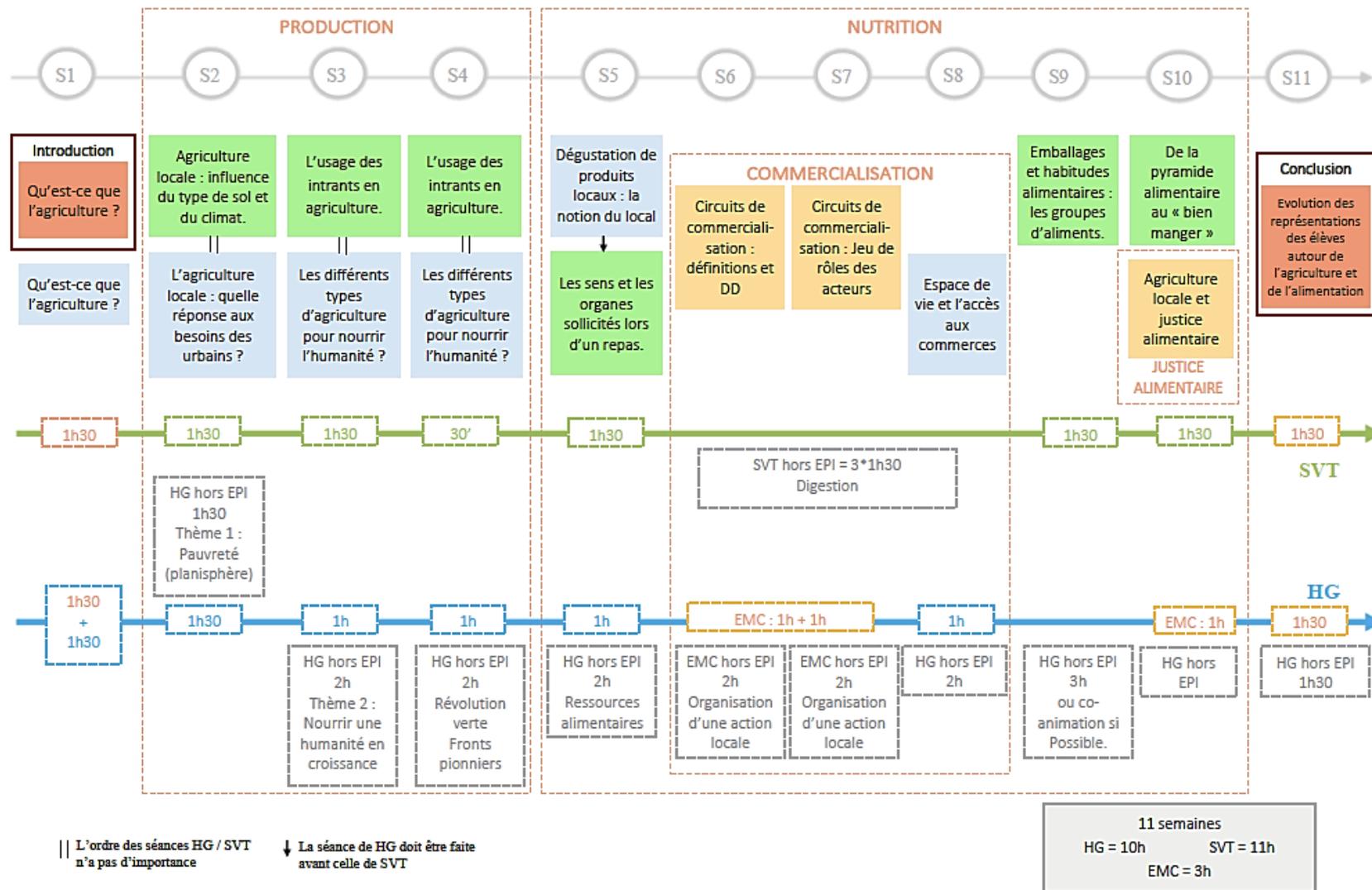


Pratiquer (jardins potagers) et/ou Voir l'agriculture locale (visite de fermes)



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2016 + 2018-)

« Éducation agri-alimentaire des ados »: projet Marguerite/Transiterre



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2016-2019)

« Accès à une alimentation durable et de qualité pour tous » : **projet Accessible**

- ▶ Favoriser l'échange & le partage entre **acteurs du secteur social & du monde agricole** pour construire des solutions d'accès de tous à une alimentation durable et de qualité.

↳ 18 partenaires des secteurs du développement agricole, du travail social, de la formation & de la recherche.

- Une aide alimentaire stigmatisante : ***répondre à l'enjeu démocratique***
- Une agriculture surproductrice qui ne parvient pas à faire vivre tous ses producteurs : ***questionner la durabilité de l'agriculture***
- Une méconnaissance réciproque des conditions de la production et la consommation : ***recréer du lien avec tous les consommateurs***
- Définir & caractériser les conditions d'un accès de tous à une alimentation durable & de qualité.
- Interroger la durabilité de l'agriculture en y intégrant la notion d'accès à l'alimentation
- S'intéresser aux personnes les + éloignées de l'accès à une alimentation de qualité & durable

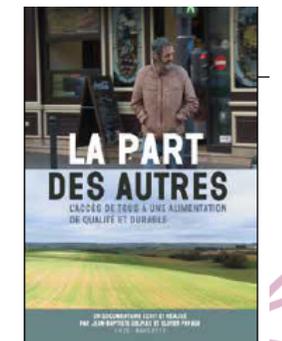
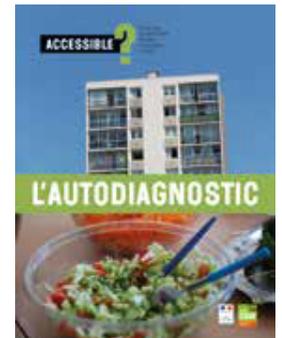


Processus empiriques de diverses recherches-actions (2016-2019)

« Accès à une alimentation durable et de qualité pour tous »



- 1) Étudier les initiatives d'accès à une alimentation durable, en identifier les freins et proposer
- 2) Expérimenter de nouvelles formes de partenariat entre agriculteurs et citoyens avec une attention particulière aux familles à petit budget (Lyon, Auvergne, Occitanie, Finistère...)
- 3) Diffuser et alimenter le débat public sur l'accès à l'alimentation, notamment par la formation



1. LA QUALITÉ ?

NOTRE PARTI PRIS

- Réinscrire l'alimentation dans un cadre collectif et politique.
- Ne pas proposer une définition fermée de la qualité pour éviter l'écueil des discours injonctifs.

2. LA PARTICIPATION ?

NOTRE PARTI PRIS

- Remettre les mangeurs et les producteurs au cœur du système alimentaire.
- Penser la participation au-delà de sa forme institutionnelle.
- Penser la participation comme forme de la démocratie.
- Éviter les injonctions à la participation qui peuvent éloigner certains publics.

3. L'AGRICULTURE ?

NOTRE PARTI PRIS

- Penser la question de l'accès pour tous en amont de la production et non en aval.
- Faire apparaître les liens entre problématiques agricoles et problématiques sociales.
- Montrer que la complication et la division du travail agricole ont contribué à l'éloigner des citoyens, à le rendre difficile d'accès et difficile à comprendre.
- Faire apparaître le poids des politiques publiques dans les orientations agricoles.
- Penser la question de l'accès de tous comme un critère de durabilité de l'agriculture.

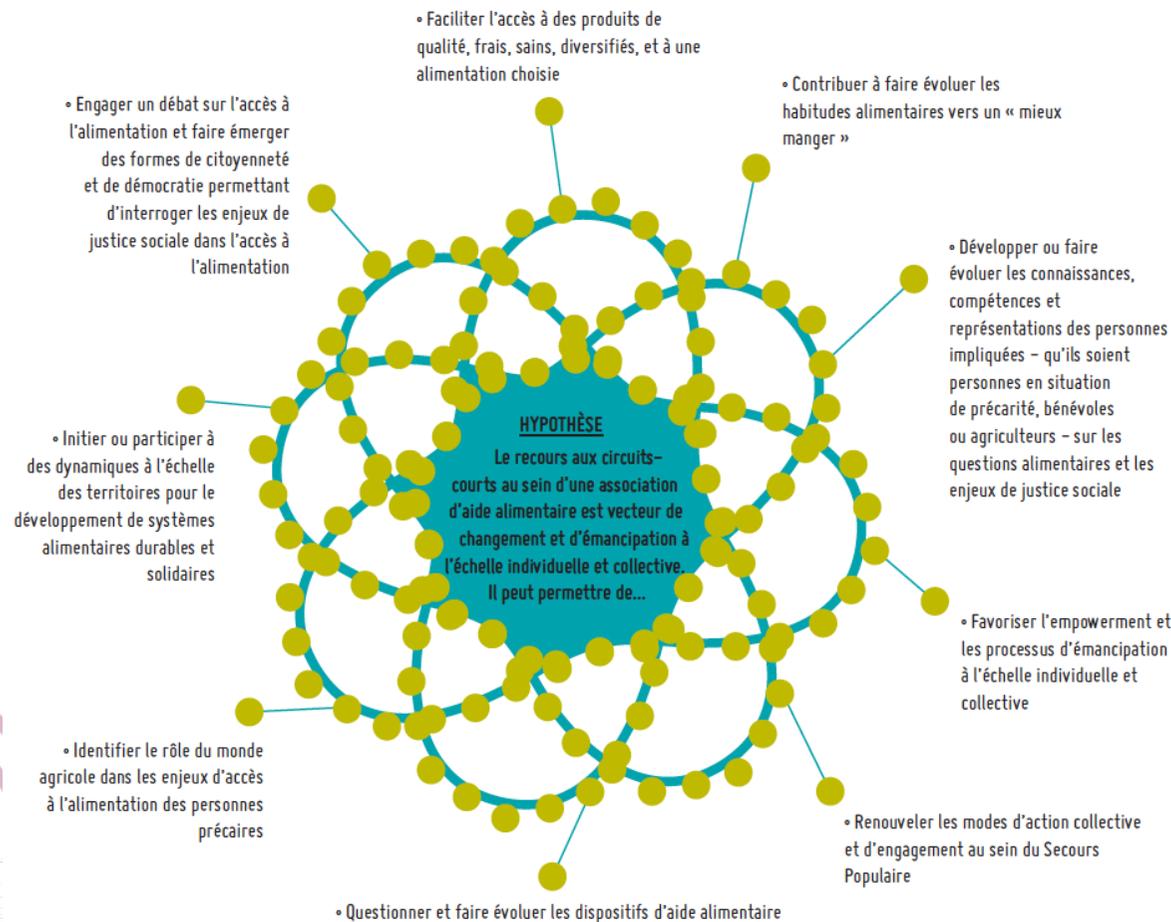
4. L'AUTONOMIE ?

NOTRE PARTI PRIS

- Mettre en lien les définitions de l'autonomie données par le travail social et par les agriculteurs. En effet, l'autonomie s'est avérée être une notion clé tant dans le champ du travail social que dans le monde agricole, avec néanmoins des représentations différentes.
- Penser l'autonomie par le collectif : c'est à travers la mutualisation des expériences, l'appropriation de cadres de références, d'outils, etc., remobilisables par l'individu en fonction du contexte et de son propre cheminement, que chacun pourra s'inscrire dans un processus de changement et gagner en autonomie.

Processus empiriques de diverses recherches-actions (2015-2020)

« Solidarité alimentaire en circuits courts : vecteur d'émancipation » : projet Leris (1)



Occitanie

- But : produire des connaissances avec les “premiers concernés” et engager des processus de changement, de transformation, en termes de pratiques sociales, d'accès aux droits, de vitalité démocratique...
- deux ans
- 3 comités et 2 antennes du Secours Populaire en Occitanie
- Un budget d'action compris entre 500 et 2 000 euros par comité/antenne
- Environ 200 personnes concernées par le projet : 40 participants actifs, 60 participants ponctuels, 100 personnes sensibilisées

- Un accompagnement du Conseil de Région du SPF (une animatrice de la démarche) et d'un laboratoire de recherche (2 sociologues du LERIS)
- Des rendez-vous collectifs réguliers (6 en 2 ans)
- Des conditions d'expérimentation : engager une dynamique entre bénévoles et personnes accueillies, impliquer des producteurs locaux, laisser des marges d'incertitude dans le projet, créer des liens avec d'autres acteurs du territoire.

Processus empiriques de diverses recherches-actions (2015-2020)

« Solidarité alimentaire en circuits courts : vecteur d'émancipation » : **projet Leris (1)**

À l'occasion de cette recherche-action,

• les comités ont pu :

- Engager de nouvelles actions autour de l'alimentation
- Trouver de nouvelles sources d'approvisionnement
- Engager le Secours Populaire dans des activités de production et de fabrication
- Mobiliser des personnes accueillies dans des activités collectives
- Imaginer de nouvelles manières d'organiser et de communiquer sur les actions
- Sensibiliser les bénévoles au repérage des compétences chez les personnes accueillies
- Activer des liens sociaux
- Dynamiser l'activité des comités
- Faire évoluer l'organisation des comités vers plus de partage du pouvoirs et des responsabilités
- Savoir repérer et mobiliser les ressources territoriales
- Apprendre à travailler en réseau et lier des partenariats à l'échelle des territoires
- Développer les compétences individuelles, sociales, techniques, réflexives des participants
- Permettre à des personnes de s'engager dans des processus émancipateurs
- Mobiliser de nouveaux bénévoles au sein du Secours populaire
- Sensibiliser les participants aux défis du monde agricole
- Susciter des prises de conscience sur les enjeux alimentaires (santé, bien être, écologie, économie, politique...)
- Augmenter la consommation de fruits et légumes chez certaines personnes
- Faire émerger le droit à l'alimentation comme une question à débattre et comme un des enjeux des missions des comités du SPF
- Engager une réflexion sur les choix budgétaires au Secours Populaire (intégrer des achats en circuits-courts)

• les comités ont eu des difficultés à :

- Créer de réelles dynamiques de partenariats avec les producteurs et le monde agricole
- Trouver des modalités de travail pérenne avec les producteurs
- Dégager du temps et des moyens
- Créer de la transversalité entre les différents secteurs d'actions des comités
- Mettre en place des modes d'organisations plus horizontaux
- Mobiliser bénévoles et personnes accueillies de manière massive
- Activer et animer les dynamiques participatives dans le temps
- Dépasser les résistances aux changements
- S'autoriser à tester des modalités d'aide alimentaire vraiment différentes
- Ré-interroger en profondeur le système d'aide alimentaire

• Pistes d'actions :

- Pérenniser les actions expérimentées et tester de nouvelles modalités d'actions (cf. p.21)
- Accroître la création de groupes "alimentation" dans les comités
- Développement des contacts avec des producteurs locaux
- Conception et diffusion d'un outil de cartographie des ressources du territoire dans les comités
- Rencontres et partenariats avec des acteurs structurants du monde paysan qui puissent appuyer et relayer la démarche auprès de producteurs, et inventer des modalités de coopération
- Diffusion d'outils ou d'astuces de repérage des compétences et savoir-faire dans les comités
- Formation des bénévoles sur l'animation de projets de solidarités alimentaires incluant un apport de connaissances sur les systèmes alimentaires et le fonctionnement de l'aide alimentaire, et des méthodes de mobilisation
- Présence d'un animateur compétent en action communautaire au niveau des fédérations ou de la Région
- Création d'un groupe de personnes ayant recours à l'aide alimentaire, inter-associatifs, au niveau régional, pour participer à l'élaboration des politiques publiques

Processus empiriques de diverses recherches-actions (2015-2020)

« Co-concevoir des tiers-lieux de solidarité & de transition alimentaire dans les territoires : **projet Leris (2)** »



- ▶ Alimentation des personnes en situation de précarité : de l'assignation à l'émancipation

recherche-action qui vise à ré-interroger les dispositifs d'aide alimentaire pour développer de nouveaux espaces et modèles de solidarité à l'échelle des territoires, plus émancipateurs et concourant à la transition agro-écologique.

- ▶ 5 territoires d'expérimentation :
 - Département de la Lozère
 - Ville de Frontignan/ Sète Agglopolé Méditerranée / Syndicat mixte Bassin de Thau
 - Ville de Pezenas / Communauté d'agglo Hérault Méditerranée
 - Quartier politique de la ville (QPV), Les Costières /Vauvert / Comcom Petite Camargue
 - Quartier Celleneuve (QPV) / Ville-Métropole de Montpellier

- Réduire la précarité alimentaire et améliorer la qualité de l'alimentation des personnes
- Développer de nouvelles modalités d'intervention sociale
- Engager des processus de prise de conscience sur les enjeux alimentaires
- Soutenir le maintien et le développement des pratiques agricoles durables
- Développer la formation des bénévoles
- Créer des liens et des modalités concrètes de solidarité entre agriculteurs et citoyens
- Lutter contre l'isolement des agriculteurs et des personnes en situation de précarité
- Créer des lieux de rencontres, de solidarité et d'actions collectives, qui soient vecteurs d'émancipation
- Favoriser la participation des personnes en situation de précarité à des actions collectives porteuses de changements à l'échelle individuelle et collective
- Participer au développement durable des territoires
- Contribuer à l'évolution des politiques publiques alimentaires (locales, départementales, régionales, nationales, européennes), notamment en termes d'inscription réelle des enjeux de justice sociale dans les PAT.



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2015-2020)

« Gouvernance alimentaire des grandes agglos dans l'Ouest » : **projet Frugal** (Formes urbaines et gouv alim)

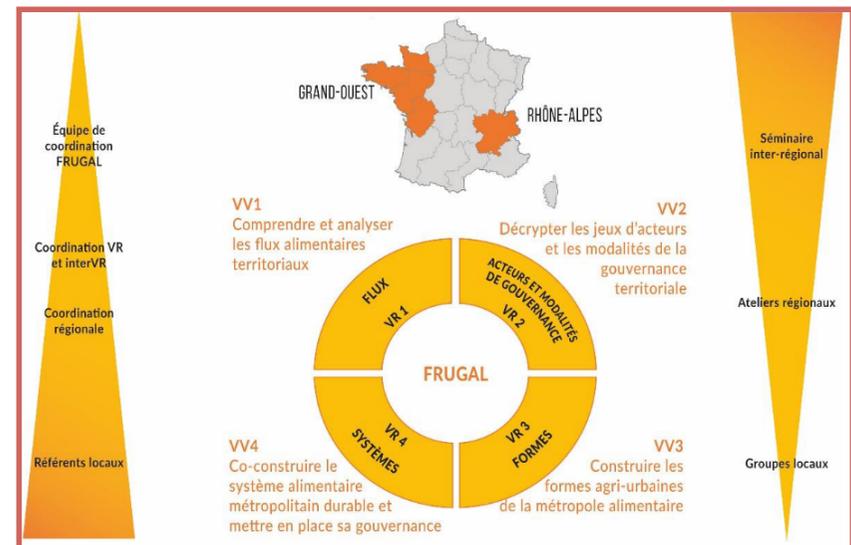
- ▶ Analyse des rapports ville & alimentation : enjeux de l'alimentation territoriale de métropoles & modalités de gouvernance
- ▶ Systèmes d'approvisionnement relocalisé & politiques publiques alimentaires associées

Aire Urbaine	Consommation totale (en €)	PBS totale (en €)	PBS en circuits-courts (en €)	Part des circuits-courts dans la PBS totale (en %)
AU Lyon	2 460 554 714	538 626 571	65 516 850	12,16
AU Nantes	1 379 593 145	537 242 173	26 569 202	4,95
AU Grenoble	777 462 892	84 680 283	14 875 013	17,57
AU Rennes	1 049 740 378	676 041 222	13 658 204	2,02
AU Caen	600 910 348	191 124 724	16 957 581	8,87
AU Angers	608 041 808	379 744 288	10 797 439	2,84
AU Poitiers	399 952 699	179 784 743	7 535 747	4,19
AU Lorient	340 871 689	111 790 448	5 748 614	5,14
AU La Rochelle	332 146 745	85 248 096	4 129 330	4,84
AU Roanne	124 497 329	43 112 745	2 359 785	5,47
AU Alençon	102 101 432	55 771 419	1 400 236	2,51

Source : RA 2010 Agreste/CASD et Guennoc, 2016. Auteurs : Guillem in P., Bermond M. et Marie M., UMR ESO - 2017

Frugal research
Formes urbaines
et gouvernance alimentaire

Les circuits courts agricoles dans l'économie agricole locale



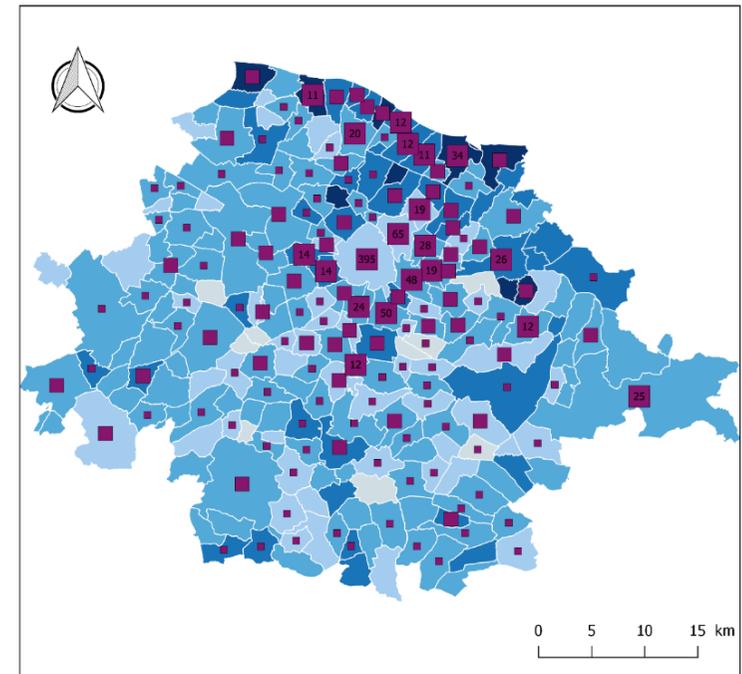
Processus empiriques de diverses recherches-actions (2015-2020)

« Gouvernance alimentaire des grandes agglos dans l'Ouest » : projet Frugal

► VR2 « Acteurs & gouvernance alimentaire »

- Enjeux : débats et controverses
- Acteurs : définition et évolution du périmètre de gouvernance
- Processus : modes de régulation de ces acteurs
- Impacts : modèles politiques, économiques, sociaux

=> **Focus sur l'accessibilité alimentaire plus juste pour tous**



Magasins généraux

- >=1
- >=3
- >=10

Profil 4 (%)

- 20 et moins
- 20 - 27
- 27 - 33
- 33 - 40
- 40 et +

Profil 4
• 55 ans et plus

Sources : INSEE, AUCAME, OSM
Réalisation : Master 1 Géomatique - GAED - UA



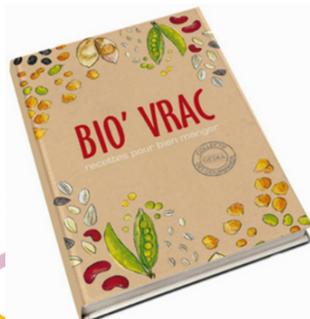
Projet alimentaire territorial
de l'agglomération nantaise"



"La restauration publique exemplaire
première marche du PAT du Pays de Lorient"



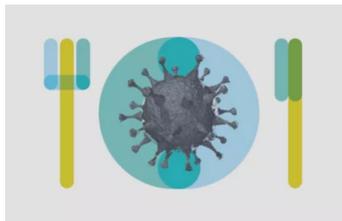
"Construire un Plan Alimentaire
Durable pour la ville de Rennes"



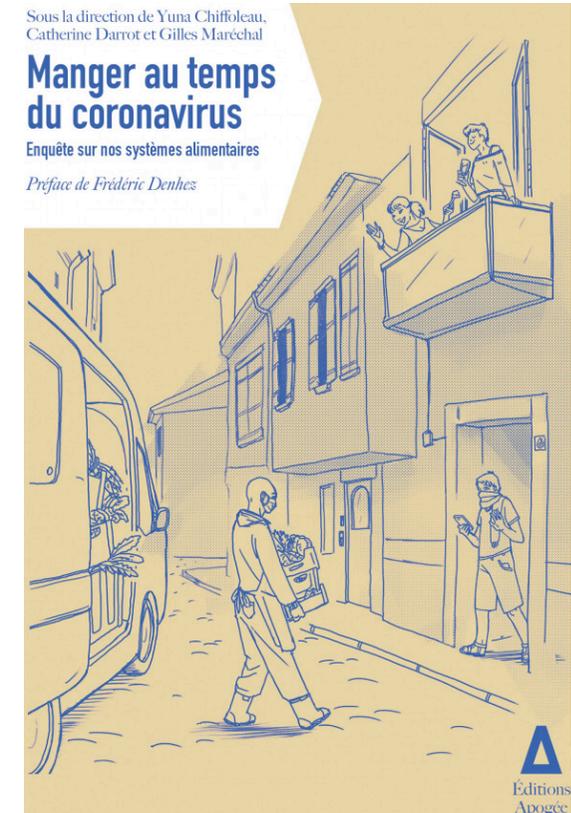
Processus empiriques de diverses recherches-actions (2015-2020)

« Manger au temps du Coronavirus » : enquêtes RMT Alimentation locale

- ▶ Eclairages sur les pratiques agro-alimentaires du Covid -19 :
 - « De l'aide alimentaire à l'aide humanitaire, récit d'un dérapage social »
 - « 1^{ers} résultats d'enquêtes sur solidarités alimentaires avec les populations »
 - « Se nourrir au temps du confinement : Le cas de Plougonvelin (29) »
 - « Alimentation en période de crise sanitaire à Rennes Métropole »



- ▶ Bulletin de partage :
 - n°4 : « Détresse alimentaire et Réseaux de partage »
 - n°3 : « Des agriculteurs sous tension »
 - n°1 : « Des solidarités stimulées par la crise »



Processus empiriques de diverses recherches-actions (2018-2021)

► Retour d'expériences urbaines, sur les villes : acteurs de l'ESS – associations d'agglos



AGIR CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE EN FAVORISANT L'ACCÈS DE TOU-T-E-S À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

Étude-action

AGRICULTURE & ALIMENTATION DURABLES



Rn PAT
Réseau national
Pour un Projet Alimentaire Territorial
Co-construit et partagé

Actes

Séminaire thématique :
« Prendre en compte l'accessibilité sociale et la nutrition santé dans les projets alimentaires territoriaux »

Jeudi 26 avril 2018

RE SOL IS

JOURNAL RESOLIS #19 (JANVIER 2018)

LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

60 initiatives locales pour une alimentation solidaire



FRANCE URBAINE
MÉTROPOLIS, AGGLOS ET GRANDES VILLES

RE SOL IS

Terres ovillies

VILLES ET ALIMENTATION EN PÉRIODE DE PANDÉMIE
Expériences françaises



Agence nouvelle des solidarités actives

Projet Alim'Activ
Agir contre la précarité alimentaire par la coordination territoriale
Pratiques inspirantes et préconisations

Juin 2019

FRANCE URBAINE
MÉTROPOLIS, AGGLOS ET GRANDES VILLES

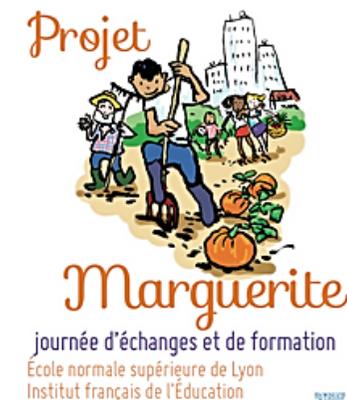
LES VILLES FACE AUX DÉFIS DE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE
Expériences françaises



4) Conclusion et perspectives



LES VILLES FACE AUX DÉFIS DE
LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE
Expériences françaises



Julien Noel : julien.noel.geo@gmail.com

Docteur en Géographie (Univ. Nantes) ; Chercheur associé à ESO-Nantes
Chercheur étranger associé au LEDR, Gembloux ABT / Univ. Liège



En résumé : principaux types d'initiatives de solidarités alimentaires

Domaine d'activités	Type d'initiative	Exemples observés dans le cadre de l'étude
Production	Jardins et fermes d'insertion par l'activité économique	→ Les Jardins de Cocagne
	Jardins d'autoproduction individuels et collectifs	→ Les jardins en pieds d'immeubles de Grande-Synthe → Les jardins partagés portés par la Légumerie (Lyon)
Distribution	Paniers et filets solidaires	→ La démarche PANIERS des Hauts-de-France → Les paniers solidaires des Paniers marseillais → Filets solidaires du CCAS d'Angers (voir l'encadré page 25)
	Épiceries sociales et solidaires	→ Les Canuts au marché (Lyon) → Les AGORAé
	Supermarchés coopératifs	→ La Louve (Paris) (voir l'encadré page 39)
	Achats groupés	→ Vers un Réseau d'Achats en Commun (VRAC) (voir l'encadré page 47) → Les groupements d'achats de l'expérimentation « Se nourrir lorsqu'on est pauvres » en Terres de Lorraine (voir l'encadré page 51)
Restauration / Cuisine	Restauration et insertion professionnelle	→ La Panaméenne (Paris) → Marmite d'Afrique (Paris)
	Restaurants sociaux	→ Le projet d'espace Agnès Varda sur l'île de Nantes
	Restauration scolaire	→ Cantines 100% bio de Grande-Synthe et Mouans-Sartoux
	Cuisine partagée	→ Les Petites Cantines → Le Quartier libre du Collectif 4C (Paris)
Solidarité citoyenne	Dons entre particuliers	→ HopHopFood (voir l'encadré page 41)
	Collectes solidaires	→ Les Glaneurs rennais
Sensibilisation / Échanges autour de l'alimentation	Lieux de formation et d'échanges de savoirs et savoir-faire	→ L'Université populaire de Grande-Synthe (L'Atelier)
	Initiatives culturelles	→ Le projet de pièce de théâtre du Théâtre de Cristal de Vannes-le-Châtel
	Défis autour de l'alimentation	→ Les Défis Familles à Alimentation Positive (FAAP)
	Jardins pédagogiques	→ Les jardins pédagogiques dans les écoles
Monnaies et systèmes d'échanges locaux	Monnaies locales complémentaires	→ Le Mois solidaire du Cairn (Grenoble)
	Monnaies-temps	→ La MANNE (Loos-en-Gohelle / Audruicq (voir encadré page 50)

Des notions embrayeuses de questionnements multiples

► Observations en cours

- Food mouvement effervescent en train de se réaliser : prudence sur catégorisation / récupération des initiatives
- Arrivée de produits locaux & de qualité (bios, frais, bruts...) bouleverse les représentations & les pratiques des acteurs (agriculteurs, porteurs de projets, bénévoles, bénéficiaires...)
- Absence/ discrétion de certains acteurs « intermédiaires » des filières alimentaires (IAA de transformation, artisans, logistique...)

► Interrogations actuelles

- sur la réappropriation de chacun à l'accès à une alimentation relocalisée, *par les apprentissages permis entre acteurs au sein des filières* (producteurs, artisans, consommateurs, pouvoirs publics...)
- sur les dispositifs de sensibilisation/éducation, *les initiatives de militance* et 'd'empowerment / capacitation (droit d'accès & capacité d'accès), *in fine* de gouvernance, et leurs rôles dans la construction de systèmes alimentaires territoriaux plus équitables

Des notions embrayées de questionnements multiples

► Pas une fin en soi, mais davantage un moyen de....

- de permettre à tous d'avoir accès à une alimentation choisie
- de retrouver du lien et du mieux-être social, dans des lieux de rencontres (jardins, cuisines...)
- de révéler une multitude de bonnes pratiques qui lèvent certains biais des CCPA (prix, bio...)

► Réflexions prospectives

- sur les qualités de l'agriculture/alimentation
- sur la participation des populations à ces initiatives de reconnexions
- sur le fonctionnement actuel des politiques alimentaires : complémentarités entre politiques institutionnelles (aide – précarité alimentaire) et initiatives « citoyennes »



Des notions embrayées de questionnements multiples

▶ **Lutter vs. la précarité : promouvoir les formes d'accessibilité alimentaire**

- ▶ les modes d'action collective et la pédagogie de l'action
(aller vers des pratiques plus démocratiques et émancipatrices)
- ▶ le développement d'une approche territoriale (faire avec le territoire et ses ressources)
- ▶ la coopération entre le monde agricole et les acteurs de solidarité
- ▶ et la transformation des modalités d'aide alimentaire (activités de production en collectif, diversifier les modes d'approvisionnement, épiceries coopératives, groupements d'achats...).



4 grands axes

Des notions embrayées de questionnements multiples

▶ **Lutter vs. la précarité : promouvoir les formes d'accessibilité alimentaire**

▶ les modes d'action collective et la pédagogie de l'action
(aller vers des pratiques plus démocratiques et émancipatrices)



▶ le développement d'une approche territoriale (faire avec le territoire et ses ressources)

▶ la coopération entre le monde agricole et les acteurs de solidarité

▶ et la transformation des modalités d'aide alimentaire (activités de production en collectif, diversifier les modes d'approvisionnement, épiceries coopératives, groupements d'achats...).

4 grands axes

▶ Collectifs d'acteurs cherchent à assurer un partage équitable des bénéfices et des risques concernant les lieux, les produits et l'organisation de la filière alimentaire sur leur territoire

▶ promouvoir une démocratie alimentaire, permettre à tous d'avoir accès à une alimentation choisie

▶ favoriser des processus de transition vers des systèmes de production durables

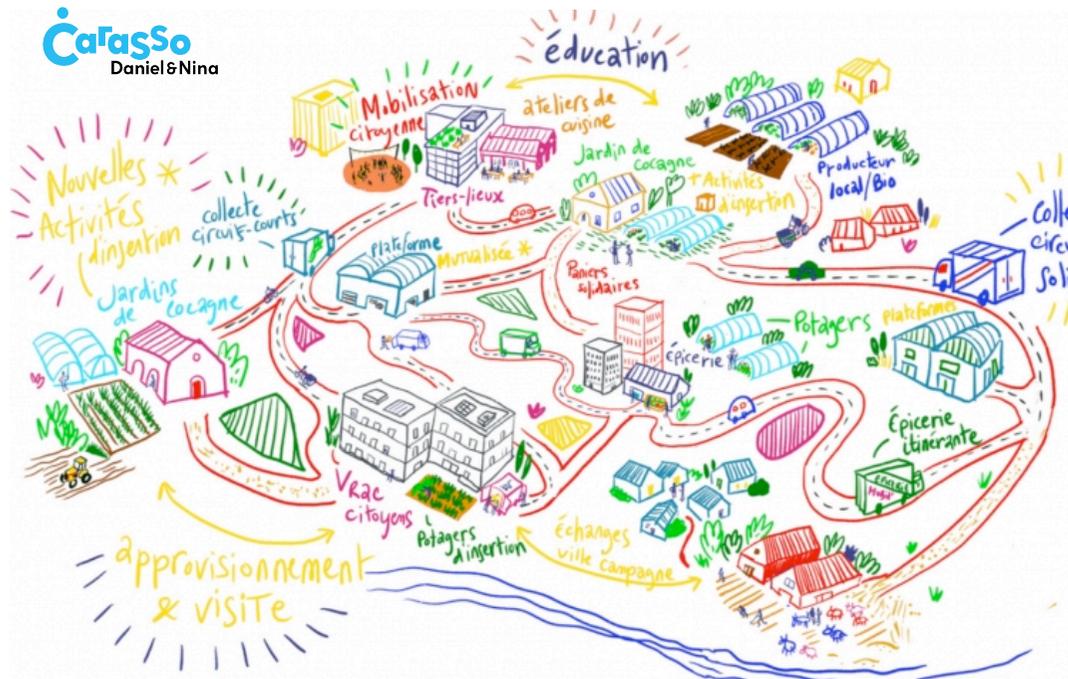
▶ réfléchir à la question alimentaire en tant que politique publique

▶ penser l'articulation des échelles de territoires et la question de l'autonomie / souveraineté

▶ décloisonner les acteurs, créer des alliances, sortir de la dualité producteurs - consommateurs

Des notions embrayées de questionnements multiples

► Lutter vs. la précarité : promouvoir les formes d'accessibilité alimentaire



Carasso
Daniel & Nina

Type d'outil de coopération et de gouvernance territoriale	Exemples observés dans le cadre de l'étude
Tiers-lieux alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> → Le Ménadel et Saint-Hubert (Loos-en-Gohelle) (voir encadré page 48) → Le tiers-lieu nourricier de Sainte-Foy-la-Grande
Contrats locaux de santé (CLS)	<ul style="list-style-type: none"> → La recherche-action sur les messages de santé-nutrition menée par Terres de Lorraine dans le cadre de son contrat local de santé (voir encadré page 51)
Pôles Territoriaux de Coopération Économiques (PTCE)	<ul style="list-style-type: none"> → L'Ecopôle alimentaire d'Audruicq (voir encadré page 48) → Le PTCE La Bio pour Tous (Hautes-Pyrénées) (voir encadré page 61)
Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)	<ul style="list-style-type: none"> → Projet alimentaire territorial du Douaisis → Projet alimentaire territorial sud 54 et le projet « Se nourrir lorsqu'on est pauvre » (Moselle / Terres de Lorraine)

Une sécurité sociale de l'alimentation ?



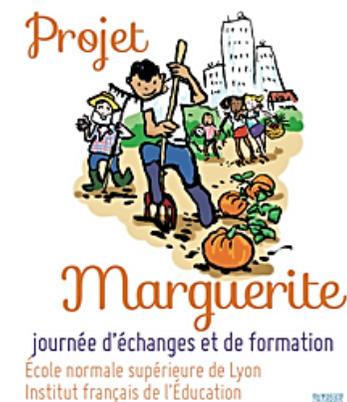
Quelques références Internet des projets/initiatives

- [https://www.academia.edu/42823674/ECOALES Uniterres et les exploitations agricoles](https://www.academia.edu/42823674/ECOALES_Uniterres_et_les_exploitations_agricoles)
- <http://www.projet-solalter.org>
- <http://grainesdexplorateurs.ens-lyon.fr/projets-en-cours/agriculture-et-justice-alimentaire>
- <https://www.civam.org/experimenter-sur-les-fermes/pour-une-alimentation-de-qualite-et-durable-accessible-a-tous>
- <https://projetfrugal.fr/ressources>
- <https://rnp.at.fr/2018/05/02/retours-sur-le-seminaire-accessibilite-sociale-et-nutrition-sante-dans-les-pat-du-26-avril>
- <http://www.terresdelorraine.org/fr/se-nourrir-lorsqu-on-est-pauvre.html>
- <https://www.chaireunesco-adm.com/No9-Pour-une-reforme-de-nos-solidarites-alimentaires-470>
- <https://www.chaireunesco-adm.com/No10-Diagnostiquer-la-precarite-alimentaire-a-une-echelle-locale>

Quelques références Internet des projets/initiatives : Covid-19 et suites

- <https://www.rmt-alimentation-locale.org/covid-19-et-alimentation>
- <https://www.supagro.fr/PrecaAlim/?PagePrincipale>
- <https://www.fondationcarasso.org/alimentation-durable/luttecontrelaprecarite>
- <https://franceurbaine.org/publications/les-villes-face-la-precarite-alimentaire-experiences-francaises>
- <https://www.solidarites-actives.com/fr/nos-actualites/publication/alimactiv-agir-contre-la-precarite-alimentaire>
- https://www.resolis.org/upload/journal/document/38_20180123_journal19_preca_alim_web.pdf
- <https://rnp.at.fr/2020/10/15/retour-sur-le-patlab-justice-alimentaire-du-mardi-15-septembre-2020>
- <https://www.participation-et-democratie.fr/actes-du-colloque-final-du-programme-cit-in>
- <https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/lutte-contre-l-exclusion/lutte-pauvrete-gouv-fr/toutes-les-actualites/plan-de-soutien-aux-associations-de-lutte-contre-la-pauvrete-resultats-AAP>

Merci de votre attention....



Julien Noel : julien.noel.geo@gmail.com

Docteur en Géographie (Univ. Nantes) ; Chercheur associé à ESO-Nantes
Chercheur étranger associé au LEDR, Gembloux ABT / Univ. Liège

